

front rouge

ORGANE CENTRAL
du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

Dans ce numéro :
«SUR LES DIX
GRANDS RAPPORTS»
DE MAO TSE-TOUNG

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA CRISE



front rouge

ORGANE CENTRAL
du
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

BP 68 - 75019 PARIS
N° 13 - Février 77 - 5 F

Sommaire

Editorial : Avant les municipales	p. 3
Vie du Parti : Eléments sur la campagne de propagande	p. 6
Economie : Indice des prix : indice de classe	p. 9
Notes de lecture : — «L'argent secret» d'A. Campana — «La Chine à la mort de Mao» d'A. Bouc	p. 15
Mao Tsé-toung : «Sur les dix grands rapports»	
Chine : Les tâches de combat de l'année 1977	p. 19
Espagne : Les incertitudes de l'après franquisme	p. 22
URSS : Shchekino : le capitalisme à visage découvert	p. 26
Dossier : L'aménagement du territoire et la crise.	p. 28

Dossier Aménagement
du territoire



Sur la campagne de
propagande du Parti



Indice des prix : indice
de classe



EDITORIAL

Avant les municipales

Le caractère de sondage en grandeur réelle que revêtent, à un an des législatives, les élections municipales de 77, la comparaison des progrès électoraux ou des reculs effectués par les deux grands blocs de la bourgeoisie, de gauche et de droite, les rapports de force dessinés au sein de ces blocs entre PS et PCF d'un côté, RPR et giscardiens de l'autre, vont être au centre de ces élections. Ainsi sont-elles qualifiées de «politiques» et l'on n'entend plus guère s'opérer à leur sujet cette savante distinction motivée par la prudence de ceux qui s'attendent à des lendemains peu glorieux, entre élections politiques (les législatives et les présidentielles) et élections d'intérêt local, purement administratives (les cantonales et les municipales).



C'est que l'avivement des contradictions internes à la bourgeoisie, l'aggravation de la crise politique qui les suscite, n'autorise plus cette fiction d'élections apolitiques. Dans tous les clans de la bourgeoisie on veut se compter, mesurer ses chances, en vue de l'épreuve décisive de 78. Aussi c'est avant tout dans les villes et en premier lieu dans celles de plus de 30 000 habitants que le jeu politique sera le plus clair, ce qui n'empêchera pas les villages et les petites villes de voir fleurir ces listes d'intérêt local, de défense des intérêts communaux, etc..., qui sont généralement les pseudonymes de notables ruraux, vétérinaires et maquignons.

C'est qu'en effet, les municipales sont bien des élections politiques. Elles concernent ces instances locales du pouvoir d'État, étroitement imbriquées à l'ensemble de l'appareil, que constituent les municipalités. Le fait que l'étendue de leurs fonctions soit limitée, que dans la plupart des cas les entreprises qui en dépendent, les employés qui y sont affectés soient contrôlés ou nommés par les personnes élues à cette occasion a toujours donné lieu à de nombreuses illusions. La plus fréquente a consisté à détacher les municipalités du reste de l'appareil d'État, à en faire des parcelles d'un pouvoir distinct du pouvoir d'État.



C'est cette illusion que les révisionnistes du PCF diffusent de longue date. A les croire, il existerait des municipalités ouvrières, dont la fonction essentielle serait la défense des intérêts des travailleurs. Ainsi y aurait-il coexistence, au sein de l'appareil d'État, entre des secteurs dont la classe ouvrière se serait déjà emparée; des municipalités et des secteurs dominés par la bourgeoisie; le pouvoir d'État central, les municipalités de droite. Certes les révisionnistes ne manquent pas une occasion de signaler les limites apportées à leur gestion, tant du point de vue financier qu'administratif, par l'administration centrale mais ils présentent cette contradiction dans la gestion comme l'expression d'une mauvaise volonté préfectorale, d'une mesquinerie que leur est faite, comme une anomalie dans le fonctionnement de l'appareil d'État.

EDITORIAL

L'Internationale Communiste, dès son II^e Congrès, avait pourtant bien précisé les choses : *«Il est inexact, du point de vue théorique, d'opposer aux organes de l'État les institutions municipales. En réalité, elles sont de même des appareils du mécanisme de l'État bourgeois, que le prolétariat révolutionnaire doit anéantir et remplacer par les conseils locaux des députés ouvriers»*. Les partis communistes et le parlementarisme.

L'oin de cette indication révolutionnaire, le PCF s'emploie au contraire à faire prospérer dans le giron de l'État bourgeois, les municipalités qu'il contrôle et qu'il considère comme un marche-pied pour la promotion de ses qualités gestionnaires au niveau du pouvoir d'État central. Mais il n'y a là rien que de très normal, tant la politique du PCF et celle du prolétariat révolutionnaire sont devenues aujourd'hui opposées.

En fait, si la question municipale est l'élément de prédilection des opportunistes, si elle amorce souvent une brillante carrière pour ceux qui font profession de trahir les intérêts de la classe ouvrière, elle ne peut être résolue de manière simpliste. De ce que les municipalités font partie de l'appareil d'État, on ne peut conclure à l'abandon par principe du terrain de lutte contre la bourgeoisie qu'elles peuvent constituer. A un certain nombre de conditions :

- * La première est qu'entre les mains des communistes, les municipalités doivent aider à renforcer l'opposition au pouvoir d'État central. En ce sens elles constituent une tribune, qu'il serait stupide d'abandonner volontairement et un instrument de propagande contre la politique de la bourgeoisie. Cette contradiction entre le rôle imputé par la bourgeoisie à l'institution municipale et le rôle que les communistes lui font jouer quand ils sont majoritairement élus doit être développée à fond. C'est dans la vision à court terme, dans le compromis avec la bourgeoisie, dans la volonté de se conformer aux normes bien établies et dans la crainte d'affronter le pouvoir d'État central que les opportunistes se transforment en instruments dociles de la bourgeoisie, en opposants inoffensifs. Ils tendent de la sorte à couper la politique municipale de la politique révolutionnaire, la gestion des affaires de l'action militante pour la révolution. Ils ne veulent entendre parler que de réalisations matérielles, d'emploi ingénieux des fonds, de politique sociale. Cette conception «d'assistance» des municipalités est d'ailleurs

plus ou moins pratiquée partout. Seul un dosage différent distingue municipalités de droite et de gauche.

- * La seconde est que la participation aux municipalités reprenne à son compte toute la politique revendicative de classe du prolétariat. A ce titre les municipalités communistes doivent constituer une base matérielle dans les luttes économiques et politiques de la classe ouvrière : lors des élections, les communistes présentent l'ensemble de leur programme revendicatif ; élus, ils pratiquent une politique de classe dans la répartition des impôts locaux, dans le soutien aux chômeurs qu'ils font financer par les impôts perçus sur la bourgeoisie, dans le soutien matériel et politique aux grévistes... Lorsqu'ils entrent en conflit avec le pouvoir d'État, les communistes dans les municipalités, doivent mobiliser les masses pour les éclairer sur la nature réelle du pouvoir d'État bourgeois.

De la sorte, tout en défendant les intérêts des masses, les communistes sont guidés par leur devoir essentiel qui est de les amener à développer leur opposition révolutionnaire à la bourgeoisie, à une conscience claire de la destruction nécessaire du pouvoir d'État bourgeois. C'est dans cette optique, que les communistes doivent non boycotter les élections municipales mais y participer en y développant leur propre campagne.

Aussi les marxistes-léninistes feront face à leurs tâches dans cette campagne avec la même politique mais dans des modalités différentes selon les situations locales.

- * Dans un nombre encore restreint de localités, ils présenteront des listes de travailleurs sur ces bases fondamentales.

- * Dans un certain nombre de localités, tout en développant leur programme propre, ils soutiendront des listes progressistes, qui se délimiteront clairement par rapport aux deux clans bourgeois rivaux, celui de droite et celui de gauche, et exprimeront les aspirations essentielles des travailleurs. A cette catégorie n'appartiennent pas les listes trotskistes, pour les raisons précitées, puisque, d'une part, elles ont déjà fait connaître leur décision d'appuyer au deuxième tour les listes d'union de la gauche, puisque d'autre part, elles ne peuvent prétendre représenter le mouvement de masse des travailleurs. Par contre, dans des cas bien particuliers, certaines listes dites «écologistes» peuvent

EDITORIAL

répondre à ce critère. Il en va de même ici et là, pour l'essentiel, avec des listes représentatives de mouvements de lutte anti-capitalistes.

■ Dans tous les autres cas, ils mèneront une campagne active de propagande et d'enquête, visant à rassembler les revendications profondes des travailleurs, comme à éclairer la nature de classe de ces élections. Ils confronteront ces aspirations des travailleurs aux proclamations électorales des divers candidats lors des réunions diverses que ces derniers organiseront, et si, comme il est probable, ceux-ci, malgré l'enflure démagogique propre à de telles circonstances, ne laissent pas sérieusement envisager la satisfaction de ces aspirations, ils éditeront des bulletins de vote, reprenant l'ensemble des revendications partielles émises par les travailleurs. Ils veilleront particulièrement dans cette période, à interpellier les candidats sur la façon dont ils entendent aider les chômeurs, en supprimant pour eux les impôts locaux, en leur versant des subventions résultant de l'augmentation des impôts de la bourgeoisie, en les exemptant du loyer, en interdisant les saisies, etc...

Ils vérifieront avant tout le caractère de classe de la politique municipale que ces candidats s'approprient à pratiquer. Une telle campagne de propagande, menée à vaste échelle, constituera bien l'amorce d'une politique municipale des communistes.



Bien sûr, il ne sera pas du tout inintéressant d'examiner, les élections faites, quel rapport de forces s'est fait à cette occasion entre les diverses factions de la bourgeoisie, mais en attendant ces résultats, l'essentiel de nos préoccupations est ailleurs : dans l'établissement, loin de toute visée électoraliste, des cahiers de doléances du peuple de France.

front rouge

LE NUMÉRO 5 F

**ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste
ABONNEZ-VOUS
A FRONT ROUGE
Pour la France**

PLI NORMAL FERMÉ

6 MOIS	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F

**BP 68 75019 PARIS
CCP 31 191 14 La Source**

**COMITÉ
DE
RÉDACTION**

front rouge

Max CLUZOT
(Directeur Politique)
Annie COSSIN
(Secrétaire de rédaction)
Richard DESGRAVES
Julien ESTÈVE
Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC
Jean-Pierre MORVAN
Guy MORY
Stéphane RAYNAL
Charles VILLAC
Jean-François VITTE

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE PCRml

ÉCRIRE À FRONT ROUGE BP 68 75019 PARIS

nom :
prénom :
adresse :
.....

ELEMENTS SUR LA CAMPAGNE DE PROPAGANDE DU PARTI

• Depuis plusieurs semaines, l'ensemble des organisations du Parti est engagé dans une campagne de propagande portant sur la crise politique qui frappe l'impérialisme français aujourd'hui, et l'issue révolutionnaire de cette crise, ouvrant la perspective de la construction du socialisme dans notre pays.

Cette initiative d'une vaste campagne d'explications politiques sur les objectifs stratégiques correspond à une exigence, à une nécessité qui se sont marquées, notamment dans les entreprises, avec acuité dans la dernière période. En effet, et cela est lié à l'approfondissement de la crise politique, de nombreuses questions sont discutées par les travailleurs, relatives au projet de société des communistes révolutionnaires. A cette société impérialiste qui révèle de plus en plus ouvertement son caractère décadent, au projet capitaliste d'Etat du PCF, fausse alternative, que proposent aujourd'hui les communistes révolutionnaires ? Telle est bien fondamentalement la question essentielle à laquelle la situation ouverte par la crise exige de répondre avec le maximum de précisions, telle est bien l'interpellation que nous adressent, de plus en plus nombreux, les ouvriers aujourd'hui.

En effet, s'il est nécessaire de tracer des perspectives tactiques immédiates, pour organiser et préparer la riposte au plan Barre, pour mettre en échec les manœuvres pré-électorales du PCF et du PS, il est impératif d'opposer aux projets capitalistes de ces partis le projet de société qui seul, peut résoudre au profit du prolétariat les contradictions que porte en elle cette société capitaliste. C'est à cette condition que peut être révélée avec le maximum de netteté la nature révisionniste du projet du PCF. C'est

donc pour répondre à ces exigences concrètes telles qu'elles s'affirment à large échelle dans la classe ouvrière, qu'initiative a été prise par les communistes révolutionnaires de s'adresser largement aux travailleurs. Ce qui caractérise cette campagne, ce n'est pas tant la diversité des initiatives prises et leur caractère multiforme — prise de parole à la sortie des entreprises, sur les quartiers, sur les marchés populaires, nombreuses discussions dans les entreprises et ailleurs, distribution de tracts, expositions par panneaux... — que l'écho qu'elle suscite et les débats auxquels elle donne lieu.

Par ailleurs, si les grandes orientations tracées par cette campagne sont valables à l'échelle d'ensemble du pays, il reste nécessaire de les rapporter de façon vivante aux conditions concrètes des différentes villes, aux aspects qui intéressent plus particulièrement les ouvriers de telle entreprise. En effet, l'expérience de l'exploitation et de l'oppression capitalistes aujourd'hui, de la politique du PCF et du PS, est une expérience commune à l'ensemble de la classe ouvrière qui s'enracine dans les particularités d'une ville, d'une entreprise.

A l'usine Brandt de Lyon, après la distribution d'un tract dénonçant les fausses solutions à la crise, une intervention était organisée à la sortie

de l'entreprise avec panneaux et table de presse. Immédiatement, la discussion s'engageait. Plusieurs ouvriers dénonçaient l'action anti-ouvrière du PCF dans les municipalités qu'il dirige, tandis qu'ils achetaient le programme ou le journal du Parti.

Ainsi le débat s'engageait sur l'entreprise, qui doit s'approfondir et déboucher sur les questions liées à la Révolution, au socialisme.

A la CEM c'est autour de la question suivante que les discussions se sont principalement organisées : qu'est-ce qui fonde la possibilité et la nécessité de la Révolution ? Comment concrètement parviendrons-nous au socialisme dans notre pays ? C'est qu'existe parfois un certain scepticisme, comme le révèle cette remarque d'un vieux ouvrier *« quand vous expliquez que le socialisme c'est possible, que c'est l'affaire de la classe ouvrière, ça redonne confiance. Mais, tu sais on a été tellement trompés, à droite comme à gauche »*. Dans les ateliers, au vestiaire, devant l'usine, le débat est engagé qui débouche souvent sur la nécessité de construire aujourd'hui le véritable Parti de la classe ouvrière, de rassembler les énergies en vue de la Révolution.

A Berliet, à l'heure de la fusion Saviem-Berliet, alors que des menaces de licenciements pèsent, beaucoup d'interrogations apparaissent : *« Le capitalisme est en crise, comment en*

sortir ? Que signifie la dépendance accrue vis-à-vis des autres impérialismes ? 60% des pièces assemblées ici ne proviennent-elles pas, en effet, de l'étranger ? ». La question de l'anarchie qui préside à la production est largement débattue. A ces questions s'ajoutent celles liées à l'expérience récente de grèves de secteurs qui se sont trouvées isolées, notamment par la direction du PCF dans la CGT. A la nécessité d'engager une riposte d'ensemble, est liée une autre exigence quant aux perspectives politiques : mouvement pour déboucher sur quoi ? Qu'attendre de l'Union de la Gauche au pouvoir ? Si un mouvement d'ensemble consiste à refaire 36 ou 68, cela ne vaut pas la peine ! Cela doit déboucher sur le pouvoir de la classe ouvrière. En effet, n'est-ce pas la condition pour la mise en œuvre par exemple d'une politique de transports radicalement différente, où les transports collectifs prennent plus de place, soient adaptés aux besoins ? Mais comment cela est-il possible ? Pour commencer à répondre plus systématiquement à l'essentiel des questions posées, l'initiative a été prise d'élaborer une brochure, associant le plus grand nombre possible de travailleurs. Ainsi cette brochure abordera les problèmes suivants : « La restructuration Berliet-Saviem, la crise de l'impérialisme français, le projet révisionniste de capitalisme d'Etat, l'issue révolutionnaire et le socialisme ». Pour une plus large mobilisation sont envisagés des portes à portes, des interventions débats, des prises de parole, des tables de presse.

A Villeurbanne, c'est à partir de la campagne pour les municipales, révélant avec acuité des divergences au sein de la gauche, que se sont engagées les initiatives propagandistes.

A été organisée notamment la distribution d'un tract à l'entrée du meeting, que présidait Marchais, meeting qui visait à tenter de rassurer les militants du PCF qui s'interrogent sur l'union de la gauche et sa crédibilité. L'intervention du Parti expliquait en quoi l'union de la gauche représente une fausse alternative, en quoi consiste le projet de capitalisme d'Etat du PCF, et en quoi celui-ci n'a rien à voir avec le socialisme que nous voulons. C'est au bout de moins de dix minutes que le SO du PCF intervenait, par une agression physique pour chasser par la force les camarades distribuant le tract. Les membres du PCF étaient alors interpellés sur leur conception des libertés, sur leur conception du débat « démocratique ». Liberté pour qui ? Pour quel intérêt ?

Questions embarrassantes qui provoquent des contradictions au sein du service d'ordre du PCF, certains membres de celui-ci pensant que seule la force devait constituer argument, les autres hésitant et refusant l'agression physique.

Quand ce qui s'est passé là a été raconté aux travailleurs des entreprises de Lyon, beaucoup étaient surpris, s'interrogeant alors sur la véritable nature du projet du PCF, sur sa conception des libertés. Ont pu ainsi s'engager des discussions vivantes sur ce que représente ce parti aujourd'hui, et en quoi il s'oppose aux perspectives de la révolution, à la dictature du prolétariat.

A Marseille c'est sur la base des discussions engagées dans les usines, sur les lieux de rassemblement des travailleurs : centres commerciaux, que se sont précisés les contours politiques de la campagne. Ainsi, à Alsthom, les discussions se sont organisées notamment sur la question des nationalisations (« Si c'est comme Renault, ça n'en vaut pas la peine ») affirment des travailleurs - ou sur la perspective d'un gouvernement Giscard-Mitterrand après les législatives. Sur le quartier populaire de la Savine, la mobilisation des parents d'élèves a révélé une méfiance vis-à-vis du PCF. Ainsi la question a été posée de savoir pourquoi ce parti se faisait le complice d'un médecin qui affirme que l'amiante n'est pas dangereuse pour les travailleurs, et qui limite la mobilisation et les initiatives. Par la discussion il est apparu que le PCF était un facteur de division et que la majorité ne pouvait s'organiser sur des bases justes qu'en isolant les tenants du programme commun.

Sur la région parisienne, tracts, panneaux, tables de presse, courtes interventions orales ont constitué des supports à la campagne de propagande. Pour prolonger les discussions ainsi engagées, des réunions de cercles se sont tenues, où ont pu être examinés la fausse alternative que constitue l'union de la gauche, le projet de capitalisme d'Etat du PCF, la nature de la crise actuelle, son issue révolutionnaire.



Mais ces initiatives, où les communistes révolutionnaires s'adressent aux travailleurs, ont souvent débouché sur les réunions restreintes ou assez larges rassemblant les ouvriers d'une entreprise et permettant d'approfondir certaines questions.

Ainsi, dans une entreprise de Besançon, a été examinée dans une telle réunion la question suivante : d'aujourd'hui à la révolution, quelles tâches ?

La discussion a d'abord porté sur le point suivant : jusqu'à présent, et alors que son pouvoir a été plusieurs fois directement menacé, la bourgeoisie a toujours réussi à maintenir sa domination de classe. Comment éviter une telle issue ? Comment éviter ce qui s'est passé en 1936 ? La réponse à ces questions a exigé de discuter de la situation nouvelle dans laquelle se trouve un impérialisme secondaire comme l'impérialisme français, confronté à la fois aux exigences d'un Tiers-Monde qui se constitue en force politique, aux pressions des super-puissances, à l'aiguïssement des rivalités inter-impérialistes. Par ailleurs, la discussion a montré la nécessité de préparer dès maintenant la révolution de telle manière qu'une situation de crise révolutionnaire débouche sur la victoire de la classe ouvrière, sur la prise du pouvoir par celle-ci. Un autre point a été ensuite abordé : « Qu'attendre de l'Union de la Gauche ? Celle-ci peut-elle apporter des changements significatifs dans la condition des ouvriers ? A cette question, il a été répondu par la négative, tout en soulignant, qu'aujourd'hui, un certain nombre de travailleurs pensent que de toute façon, cela ne saurait être pire, même s'il ne faut pas s'illusionner. Pourtant, dans l'entreprise, beaucoup de travailleurs voient encore la Révolution comme lointaine, repoussée dans un avenir indéterminé. En effet, la question de la profondeur de la crise politique est loin d'être perçue nettement et les illusions sur le PCF et PS restent malgré tout tenaces. Et comment l'expérience que tout les travailleurs de ces partis bourgeois, comment les victoires qu'ils remportent contre eux peuvent-elles devenir un acquis pour l'ensemble de la classe ouvrière ? S'est trouvée ainsi posée la question de la construction d'un parti de type nouveau, concentrant les acquis positifs des luttes et expériences des travailleurs. Enfin, la réunion se termine sur les perspectives d'une France socialiste. Passer d'une France impérialiste qui dépend largement d'échanges avec l'extérieur à une France socialiste comptant sur ses propres forces ne constitue-t-il pas une difficulté importante ? L'économie française pourrait-elle alors s'organiser pour se suffire, pour l'essentiel, à elle-même ? Comment le travail sera-t-il alors organisé dans les usines ? Que deviendront les cadences, les horaires ? Débat engagé à cette réunion qui ▶

va se poursuivre, s'enrichir, se développer dans l'entreprise même. Deux tables rondes ont été organisées par ailleurs avec des travailleurs de la SIFOP et de Peugeot.

A la SIFOP, a été discutée la question des luttes actuelles et le blocage de la situation de ce point de vue. Pourquoi, alors que les raisons de mécontentement s'approfondissent, n'assistons-nous pas à un développement des luttes, alors que les travailleurs sont révoltés, mais pas prêts à se battre immédiatement ? A été noté à ce propos que l'hésitation à la lutte était largement liée à l'intransigeance des patrons, et que l'existence de nombreuses reprises du travail sans avoir obtenu grand chose, parfois rien, pesait lourd. Par ailleurs, la question des blocages des luttes est rapportée à la politique des directions syndicales, qui n'ont pas intérêt à un large développement des luttes. « Mais, dans ces conditions, quelles perspectives, aujourd'hui ? Que faut-il espérer des élections ? Il n'y a pas grand-chose de bon à attendre de l'union de la gauche. La Révolution ? Mais comment ? Que faire aujourd'hui pour la préparer ? Beaucoup d'ouvriers sont révoltés mais refusent pour l'instant de s'organiser. Ce qu'il faut, c'est un changement radical, c'est par le négatif que nous savons ce que nous voulons : nous refusons ces conditions de travail, les chefs, les patrons qui profitent. Mais ce qui manque le plus, ce sont des perspectives claires, c'est qu'on voie nettement par exemple comment riposter au plan Barre aujourd'hui et sur quoi ça peut déboucher, sur quelles perspectives. Et il faut un véritable parti des ouvriers, qui parte de la pratique des ouvriers ». Telles sont les interrogations, les questions qui ont dominé dans ce débat, marquant la nécessité de la discussion politique aujourd'hui.

A Usinor-Dunkerque, un tract sur les nationalisations a provoqué de très nombreuses discussions dans l'usine. D'abord, la gauche au pouvoir en 78, qu'est-ce que ça changerait ? Mais la nationalisation d'Usinor cela ne servirait-il pas les intérêts des ouvriers ? Des souvenirs liés au passage de la gauche au pouvoir faisaient dire à certains « Cette fois, on est averti, on les surveille, ils ne nous auront pas ». Après ces premières discussions, sur la base d'un travail de groupe et après une réunion de cellule, un second tract a été élaboré reprenant tous les points avancés, y répondant de façon plus précise, ouvrant la perspective du

socialisme, dénonçant la fausse alternative ouverte par les nationalisations du programme commun. La réaction à ce nouveau tract n'a pas été, comme cela a pu se présenter parfois, « c'est bien ! », mais a consisté en de multiples nouvelles discussions. Ainsi, un point précis a soulevé les protestations : « Les cadres seront sous le contrôle des ouvriers ». Ce point laissait les ouvriers sceptiques : « Alors celui qui ne marche pas droit, on lui flanquera un avertissement ? » En un mot, cette perspective leur semblait utopique. Il faudra donc reprendre la discussion là-dessus pour expliquer plus complètement en quoi consiste la dictature du prolétariat. Une autre question a soulevé l'intérêt : qui sont les marxistes-léninistes ? Quelle est l'origine du mouvement marxiste-léniniste ? Comment, dans quelles conditions les révisionnistes en sont venus à trahir la classe ouvrière ?... Par ce tract, était ouverte une autre voie, étaient ébranlées des illusions pro-union de la gauche... Mais cela ouvrait une autre question : ainsi, un militant du PCF déclarait : « Le PCR a raison mais il divise la classe ouvrière ». Répondre clairement et montrer la fausseté de cette accusation, permettra de préciser qui divise et sur quoi peut se faire aujourd'hui l'unité de la classe ouvrière.



Ces quelques exemples, qui pourraient être multipliés, montrent l'intérêt, l'écho important que rencontre la campagne du Parti aujourd'hui, notamment dans les entreprises. Elle confirme avec une grande netteté la nécessité de poursuivre ce travail d'explications politiques. Elle montre l'exigence d'approfondir des questions précises, de répondre aux interrogations nombreuses qui se font jour. Ce premier moment de cette campagne permet de mieux préciser les questions qui se posent, les points sur lesquels il est nécessaire de porter l'effort. Ce ne sont pas des explications générales qu'attendent les travailleurs, mais des arguments convaincants, précis. Tracer concrètement aujourd'hui la perspective de la révolution, c'est répondre à ces exigences : c'est préciser notre projet de société, montrer en quoi les solutions du PCF et du PS constituent des impasses. C'est indiquer comment le caractère profondément décadent de cette société appelle la nécessité de la Révolution. Aux communistes révolutionnaires aujourd'hui, il appartient d'être à l'initiative dans le débat. ■

INDICE INSEE : INDICE TRUQUÉ ?

INDICE DES PRIX INDICE DE CLASSE !

● Bien que l'indice officiel des prix de l'INSEE soit l'objet de nombreuses manipulations (cf l'exemple du changement de compteurs EDF en décembre 75), sa critique ne peut en rester à ce terrain, qui ne constitue qu'une question secondaire.

Fondamentalement, la conception de l'indice, sa mise en œuvre, son calcul et son utilisation procèdent d'un point de vue de classe, celui des capitalistes possesseurs et vendeurs de marchandises.

Les deux positions principales qui s'affrontent ne sont pas celles des vendeurs et du consommateur, mais celle du capitaliste dont la position sur le marché est dominante et celle du prolétaire !

La première position conduit à la théorie bourgeoise de la «hausse de prix» pure, à l'élimination des hausses liées à l'accroissement de la qualité, la non prise en compte des hausses liées aux consommations forcées et de celles qui s'opèrent au moment des changements d'articles.

Quant aux révisionnistes, leur position est celle des «consommateurs aisés» — bourgeois et cadres. Elle trouve facilement un terrain d'entente avec la position dominante.

L'utilisation de l'indice et son débouché immédiat (le «maintien du pouvoir d'achat») sont tout à fait cohérents avec les intérêts des cadres, alors que ce que réclament les prolétaires, c'est en premier, l'augmentation des bas salaires, et non le maintien d'un pouvoir d'achat déjà notoirement insuffisant !

Les méthodes statistiques elles-mêmes utilisées par l'indice, méthodes de moyenne statistique qui gomaient les difficultés concrètes des travailleurs

sont également le reflet de la situation de la moyenne bourgeoisie pour qui l'épargne sert d'amortisseur effaçant les à coups de la consommation et évite par là les sacrifices auxquels est contraint l'ouvrier.

En fait, l'indice se plie en tout point aux préoccupations capitalistes notamment à celle de pouvoir comparer l'évolution des prix en France à celle des concurrents extérieurs, (loyers, patates, produits pharmaceutiques etc.).

UN «INDICE DES PRIX» ET NON UN «INDICE DE DÉPENSE»

L'INSEE distingue l'évolution des prix, l'évolution du coût de la vie et l'évolution des dépenses.

Selon lui les dépenses des ménages évoluent pour plusieurs raisons : d'une part les prix des biens achetés évoluent, mais aussi la nature de ces biens et les quantités achetées changent.

Et le point de vue de l'INSEE consiste à «rechercher dans la variation des dépenses la part imputable aux variations de prix».

Il prend l'exemple suivant : «Supposons qu'au cours de 2 mois successifs, dans un magasin, les prix des pâtes n'ont pas varié. L'indice des prix restera stable. Deux types de pâtes sont vendues : des pâtes supérieures à 1 F les 500 g, des pâtes aux œufs à 2 F les 500 g.

Mme X... achète chaque mois 2 kg de pâtes. Le premier mois elle achète 1,5 kg de pâtes supérieures et 0,5 kg de pâtes aux œufs. Elle dépense 5 F. Le second mois, elle achète 1 kg de chacun des deux types. Elle dépense 6 F. La dépense de Mme X... a augmenté de 20 % (l'indice de dépense augmentera donc de 20 %). En revanche, les prix des pâtes étant restés stables, l'indice des prix n'a pas varié».

Mais qu'on prenne garde à la suite :
«On peut envisager de deux façons ▶

la modification de la structure des achats de Mme X... :

- ou bien, c'est une décision personnelle ;

- ou bien, le commerçant, pour des raisons diverses, ne possédait plus en magasin que 1 kg de pâtes supérieures, et Mme X... a été amenée à modifier la structure de ses achats.

La conclusion de l'INSEE c'est que : « Dans les 2 cas, il ne saurait y avoir de variation de l'indice des prix, alors que, dans les deux cas, l'indice de dépense augmente de 20 % ! »

Affirmant en outre que la ménagère peut « choisir » de se rendre chez un autre commerçant, l'INSEE fait bon marché — c'est le cas de le dire ! — des difficultés concrètes de la ménagère, qui notamment dans la région parisienne où elle accomplit une double journée de travail, n'a pas la possibilité matérielle de courir d'un magasin à l'autre pour rechercher les produits voulus, pas plus que les prix les moins élevés !

L'exemple choisi par l'INSEE n'est pas un exemple d'école... C'est exactement la même chose qui s'est produite depuis un an pour les pommes de terre. La variété Bintje ordinaire, taxée à 90 centimes, ayant complètement disparu du marché, les travailleurs ont été contraints de se rabattre sur des variétés beaucoup plus chères : autres espèces, pommes de terre nouvelles, etc..., dont la moins coûteuse n'est guère descendue en dessous de 2,50 F. Pour l'INSEE, seule compte l'évolution du prix de chaque variété, et non le transfert de consommation.

Il serait cependant erroné de ne voir dans cette position qu'une solution commode pour minorer la hausse du coût de la vie. Comme l'exemple suivant le démontre, ce que l'INSEE met aussi en œuvre, c'est un point de vue de classe !

UN POINT DE VUE DE CLASSE SUR L'« EFFET QUALITÉ »

Reprenons l'exemple « célèbre » du Frigidaire. En décembre 76 on trouve un frigidaire marque Frigimou, type Igloo, de capacité 160 l. Il coûte 500 F. En janvier 1977, cet article a disparu du marché. A la place, on trouve un autre frigidaire, marque Frigimou, type Val d'Isère, de capacité 160 l. Il coûte 600 F. La seule différence, c'est qu'il est équipé du dégivrage automatique... que...

Deux points de vue s'affrontent. Celui du capitaliste fournisseur du frigidaire, pour qui les 100 F d'aug-

mentation se décomposent en 50 F de prix de dégivrage automatique et 50 F de hausse de prix « pure ». Celui du travailleur consommateur, qui est contraint de dépenser 100 F de plus pour avoir un frigidaire.

Cela n'étonnera pas que l'on dise que l'INSEE adopte la position du capitaliste : selon lui, il y a 50 F de hausse de prix, le reste étant considéré comme un « effet-qualité » !

Les trucages de l'INSEE

- La question de l'« effet-qualité » : nous n'y reviendrons pas, c'est l'exemple du frigidaire. Notons qu'il se manifeste vraisemblablement surtout dans le domaine des biens d'équipement ménager et autres produits durables...

Par contre la question de la diminution de la durée de vie des articles — qui constitue en quelque sorte un « effet-qualité » négatif — n'est pas prise en compte. Pourtant c'est important, par exemple pour l'habillement. C'est une autre conséquence des pratiques capitalistes : car au moment où l'on serait à même par exemple de chiffrer la durée de vie d'un type d'automobile... celle-ci a déjà disparu du marché en raison du renouvellement accéléré des types de produits !

- La question des « consommations forcées » : c'est l'INSEE lui-même qui en donne un exemple. Celui de l'allongement des transports quotidiens pour les travailleurs de la région parisienne. Tant que les prix du kilomètre SNCF n'augmentent pas, et même si le nombre de kilomètres s'accroît en raison de l'éloignement toujours plus grand du domicile par rapport au travail... l'indice officiel ne bouge pas. Ceci met directement en cause la domination d'ensemble du capitalisme sur l'organisation de la vie quotidienne. Il en va de même du recours plus fréquent aux nourrices ou aux crèches, lié aux migrations massives d'une région à l'autre, qui interdisent le recours aux grands-parents : l'indice tient compte de l'augmentation du prix de ces services, mais pas du fait que les travailleurs sont de plus en plus contraints d'y recourir !

- Le trucage par substitutions d'articles : l'indice ne tient pas compte de l'obligation d'acheter un article plus cher quand l'autre manque

L'analyse de cet exemple permet de comprendre la caractérisation que nous avons été amenés à faire de l'indice de l'INSEE : L'INDICE OFFICIEL EST UN INDICE DE CLASSE, qui entérine la domination des capitalistes et de leurs pratiques commerciales sur le marché des marchandises.

La soumission de l'indice à cette domination se manifeste sous différentes formes dont il est utile de passer rapidement en revue les 3 principales.

ou disparaît. On a déjà cité le cas des pâtes et celui des pommes de terre. On citera également celui des loyers : ainsi la rénovation du XX^e arrondissement qui a transféré nombre de travailleurs de logements anciens soumis à la loi de 48 vers des HLM à loyers beaucoup plus élevés. L'indice officiel ne tient compte que de l'évolution du prix de chaque catégorie de logement, mais pas du transfert d'une catégorie à l'autre.

En fait, ce troisième point est extrêmement important. Il affecte notamment l'habillement et le mobilier. Dans ces deux cas, les hausses se font principalement à l'occasion du renouvellement des collections. Or l'indice officiel tend à éliminer totalement ces hausses en arguant du fait qu'il n'est pas possible de trouver exactement le même article que celui qui a disparu.

A titre d'exemple, la comparaison de 2 catalogues d'une même marque de mobilier d'une année sur l'autre révèle des hausses moyennes de l'ordre de 10 % pour les articles identiques, mais une augmentation générale de plus de 30 % du prix moyen des articles présentés dans chaque catégorie (salons, salles à manger, chambres).

LES SILENCES DE L'INSEE

Comme on le verra ci-dessous, l'indice ne prend pas en compte un certain nombre de dépenses, parmi lesquelles les impôts directs et les cotisations sociales.

Ce choix est cohérent avec le point de vue du capital privé. Ce que recherche celui-ci à travers l'indice, c'est une mesure de la hausse du prix de ses produits de façon à pouvoir surveiller l'évolution de sa capacité concurrentielle vis-à-vis de l'extérieur.

Ainsi, on suit le prix des médicaments (« effet-qualité » déduit,

bien entendu !), comme s'ils étaient payés directement et sans cotisations ni remboursement par les travailleurs.

Évidemment, ceci ouvre une marge de manœuvre au gouvernement : l'augmentation des impôts, celles des cotisations, ou l'accroissement de la proposition des dépenses de santé non remboursées n'a aucun effet sur l'indice. On comprend que Barre ait appuyé là-dessus !

Un indice pour quelle classe ?

Il était nécessaire de faire cette première analyse pour pouvoir examiner de façon critique les méthodes soi-disant « techniques » mises en œuvre dans l'élaboration de l'indice INSEE.

Auparavant on examinera rapidement l'indice de la CGT et les conceptions qui le sous-tendent, ainsi que ceux des autres organisations

Les indices de la CFDT, de FO, et de l'UNAF sont faits strictement à partir des relevés de l'INSEE, et même de ces indices élémentaires et en leur affectant des coefficients de pondération différents. Ils se prêtent donc à toutes les critiques ci-dessus. L'indice des APF est fait à partir de relevés propres des associations locales, mais nous ne l'avons pas étudié dans cet article.

Quant à l'indice CGT, élaboré comme on sait à partir d'enquêtes propres, il se présente explicitement comme un indice du « coût de la vie ». Il semble que ce soit exact en grande partie. Ainsi, il refuse de tenir compte de l'« effet-qualité », et prend en compte la totalité de la hausse de prix.

De même, lorsqu'un article manque en magasin, l'enquêteuse relève le prix de l'article disponible qui s'y substitue.

Citons le Peuple (organe de la CGT) sur la question de l'habillement :

« Peut-on admettre qu'un changement dans la mode, accompagné d'une augmentation du prix des articles, ne diminue pas le pouvoir d'achat ? En fait, la mode est un phénomène économique et social ; elle n'est pas facultative. Si le choix existe au niveau individuel, au niveau social, les collections sont établies à l'avance et les quantités disponibles sur le



Pour l'INSEE, le consommateur est libre de choisir les prix les moins chers...

marché déterminées par la fabrication. La seule influence de la demande est d'écouler plus ou moins bien, en quantité, les stocks de produits fabriqués. Encore est-elle assujettie aux stratégies des firmes dominantes.

● On notera cependant 2 éléments. Premièrement il semble que l'indice CGT ne prenne en compte qu'une partie de ces hausses : ainsi dans l'exemple de la rénovation du XX^e citée plus haut, il ne tient plus compte du transfert de travailleurs des logements bon marché vers des logements chers.

● Il y a tout lieu de s'interroger sur la question de l'« indice négocié » dont la CGT se fait le défenseur ! Là-dessus un aspect tout au moins est clair, celui qui concerne l'effet-qualité. Pour le consommateur aisé, le choix est possible entre 2 articles de qualités différentes ; un cadre choisira vraisemblablement de lui-même le dégivrage automatique pour s'épargner la peine de dégivrer tous les 15 jours. Pour lui, l'effet-qualité, ça se négocie. Par contre, pour l'OS, le point de vue est évidemment opposé : il lui faut un frigo, le moins cher possible, et l'aspect principal, c'est l'augmentation de prix, pas l'augmentation de qualité. Pour lui, l'effet-qualité ne se négocie pas !

● On est amené ainsi à remarquer que le point de vue de la CGT s'accorde avec celui du cadre ou d'autres consommateurs aisés.

L'indice CGT suit l'évolution des prix dans la région parisienne. Ses enquêteurs procèdent chaque mois à 30 000 relevés dans des points de

vente représentant les différents types de commerces.

Comme l'indice INSEE, il décompose la consommation en postes : 313 postes pour l'indice CGT. Il s'agit de la « consommation des ménages dont le chef est ouvrier professionnel locataire de son logement et a 2 enfants ». Les pondérations sont donc sensiblement différentes de celles de l'INSEE, sans être très importantes, sauf pour le logement : 16,2 % (loyer plus charges plus assurance) au lieu de 5,7 %.

En résumé, la différence principale, ne concerne donc que la question de l'effet-qualité et des substitutions d'articles. Les enquêteurs CGT ayant pour instruction de remplacer l'article disparu par l'article nouveau disponible et de prendre en compte l'intégralité de la hausse de prix...

L'élaboration et le fonctionnement de l'indice

Le principe est de suivre l'évolution du prix d'un panier de la ménagère, dont la composition reste constante. Cela équivaut à faire la moyenne pondérée de l'évolution des prix de chaque article du panier.

Le processus de calcul de l'indice consiste donc à calculer les indices élémentaires pour les différents produits, puis à les agréger.

L'indice est censé suivre « les dépenses de consommation de ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ».

CE QUE SUIT L'INDICE

Il exclut les dépenses considérées comme n'étant pas de la consommation : impôts directs, achats de logements, service domestiques, cotisations sociales, et même frais de garde d'enfants !

Il exclut l'autoconsommation : véhicules d'occasion, services hospitaliers, divers dont le volume équivaut à 6,5 % de la consommation...

Les produits suivis sont regroupés en 295 «postes» dont la part dans la consommation (la pondération dans le calcul de l'indice) est estimée à partir des enquêtes de consommation et d'autres sources, et réactualisée chaque année.

Ces pondérations seraient évidemment différentes suivant les catégories socio-professionnelles. L'INSEE calcule des indices trimestriels selon ces catégories qui diffèrent extrêmement peu : moins de 0,2 % par an entre les catégories extrêmes (de 1970 à 75)...

Exemple de poste : les fromages à pâte molle - pondération 0,67 %.

Chaque poste est suivi par l'intermédiaire d'un certain nombre de

«variétés» - une dizaine dans l'exemple ci-dessus dont le «Camembert normand, 45 % de matière grasse, en boîte ronde de 250 g environ, pasteurisé, entier».

Les variétés d'un poste sont choisies arbitrairement. De même que leur pondération.

Elles ne couvrent qu'une partie des articles correspondant à ce poste. On suppose que l'évolution de leurs prix est représentative de l'ensemble du poste.

On fait la moyenne des indices des variétés d'un poste pour avoir l'indice du poste.

Les produits sont observés dans des points de vente répartis dans 108 agglomérations : toutes celles de plus de 200 000 habitants et une partie tirée au sort parmi les autres de plus de 2000 habitants.

Les points de vente représentent l'ensemble des formes de distribution sauf la vente par correspondance et leur liste est périodiquement révisée pour tenir compte de l'évolution des structures commerciales.

Ceux qui font l'indice

La mise en œuvre de l'indice de l'INSEE - conception, relevés de prix, chiffrage, calculs - occupe un nombre important de travailleurs, répartis à Paris et dans l'ensemble des Directions Régionales de l'Institut.

Les enquêteurs chargés des relevés de prix sont environ 150. Ce sont en majorité des mères de familles, classées parmi les catégories C et D de la Fonction Publique. A ces deux derniers titres, ils ont un point de vue sur les questions des hausses de prix généralement en accord avec le point de vue spontané de la masse des familles populaires.

Le personnel chargé de transcrire les relevés et de préparer leur mise en forme pour l'introduction à l'ordinateur - une centaine de personnes - présente sensiblement les mêmes caractéristiques. Ces 2 catégories sont encadrées par des «contrôleurs» (cadres moyens de la Fonction Publique) au nombre d'environ une trentaine au total, dont une partie (en général les plus jeunes) est proche du personnel, les autres jouant un rôle «classique» d'agents de maîtrise...

Enfin les opérateurs et pupitreurs de l'informatique et les «dactylo-codeuses» (probablement moins d'une cin-

quantaine au total), géographiquement coupés des précédents, comportent davantage de jeunes travailleurs, dont les salaires se situent sensiblement au même niveau que les enquêteurs.

Ces travailleurs sont totalement dépossédés de la connaissance d'ensemble de l'indice, de sa conception, des choix qu'il met en œuvre ! A vrai dire, l'indice est pour eux largement «mystérieux». Il leur apparaît comme tout à fait étranger. Et en règle générale, ils lui sont tout aussi hostiles que l'ensemble des travailleurs et l'ont manifesté en diverses occasions...

Il y a d'un noyau tout à fait restreint de cadres - une dizaine tout au plus - soigneusement sélectionnés parmi les éléments les plus réactionnaires de l'INSEE ! Ce sont eux qui procèdent aux choix nécessités par la conception de l'indice et par sa mise en œuvre, ainsi qu'à ses modifications successives - en fonction évidemment des instructions générales qu'ils reçoivent. Dans la mesure où toute une série de décisions sont arbitraires - choix des variétés, des produits, de leur pondération, appréciation de l'effet-qualité, etc - on perçoit l'importance de leur rôle.

Se battre pour un indice

LES LIMITES D'UN «BON INDICE»

- Un «bon indice» suffit au cadre, pas à l'OS !

Comme tout indice, l'indice officiel, comme celui de la CGT, ne mesurent qu'une évolution, qu'il s'agisse de celle des prix ou de celle du coût de la vie. En aucun cas ils ne s'intéressent au niveau des prix ni au niveau du coût de la vie.

Il est assez clair que ces outils ne peuvent absolument pas servir à la dénonciation des bas-salaires, des sacrifices de la classe ouvrière, des travailleurs âgés, des chômeurs. Derrière eux pointe l'idée de l'échelle mobile, des contrats salariaux et du maintien de la hiérarchie des salaires.

On voit qu'il est nécessaire sur cette question de bien distinguer entre les points de vue du cadre et de l'OS. Pour les premiers, leur niveau de vie est acquis, et ce qui les intéresse, c'est essentiellement de savoir si leurs salaires augmentent aussi vite que les prix. D'où l'intérêt primordial d'un «bon indice». Pour l'OS par contre la question principale c'est celle du niveau de vie insuffisant, celle des bas-salaires et des sacrifices continus ; ce qu'il veut, c'est un accroissement réel de son salaire, comme l'indiquent les revendications : 2 300 F minimum et 300 F pour tous.

La question du maintien du pouvoir d'achat, auquel se rattache l'indice du coût de la vie, n'est pas sans intérêt pour lui, mais elle est secondaire.

Sur cette question comme sur d'autres, on comprend donc bien que la position des révisionnistes de la direction CGT, qui concentrent leurs efforts sur le seul indice du coût de la vie, revient à soumettre le point de vue de l'OS à celui des cadres.

- L'effet-qualité, pour le cadre, ça se négocie.

On a déjà examiné cette question ci-dessus. Elle nous indique clairement, sur une question assez essentielle que les points de vue de l'ouvrier et du cadre ne sont même pas identiques sur ce qu'est un bon indice - ce qui est logique, leur attitude sur les rapports qualité/prix n'étant pas les mêmes.

Là encore, les révisionnistes, avec leur mot d'ordre d'indice négocié, expriment la position des cadres.

- Les méthodes statistiques procèdent d'un point de vue de classe.

Ceci est tout à fait net en ce qui concerne l'indice, dont la conception

est celle d'une moyenne abstraite générale, entre ménages, entre couches sociales, et dans le temps.

Certains aspects en sont largement dénoncés, par exemple la moyenne entre couches sociales ou entre catégories (locataires et propriétaires, parisiens et provinciaux). Néanmoins on a vu ci-dessus que pour être justes ces critiques étaient cependant très secondaires et affectaient peu ses résultats.

Cela tient à ce qu'elles se fixent pour thème de comparer l'évolution de l'indice pour la moyenne des ouvriers, pour la moyenne des employés, pour

la moyenne des cadres, etc. Il faut en réalité se poser la question du rapport de l'indice avec la situation concrète des différents ménages, avec la façon dont concrètement, ils se heurtent aux augmentations.

Les irrégularités ne sont absolument pas prises en compte. Par exemple, la maladie du travailleur, qui ampute son salaire tel mois ; par exemple les hausses de loyer qui affectent un jour tel ménage, un jour tel autre ; par exemple les dépenses saisonnières comme la rentrée scolaire, ou les fêtes de fin d'année, ou les impôts.

QUELQUES PROBLÈMES D'ÉLABORATION DE L'INDICE

LE LOGEMENT (on ne revient pas sur l'aspect « rénovation » examiné plus haut). La pondération des loyers dans l'indice est critiquée. Elle s'élève à 4,65 %.

L'INSEE écartant les dépenses d'accession à la propriété, les 40 % de ménages propriétaires sont considérés comme ayant un loyer nul. Si on ne suivait que des locataires, le coefficient serait 7,75 %.

Ceci ne comprend pas les charges. Avec elles on passe à 9,5 % pour les locataires.

Ceci fait la moyenne de l'ensemble des agglomérations de plus de 2 000 habitants.

Il est clair que ce serait très différent sur Paris seulement.

Mais ceci n'a qu'une influence limitée sur l'indice global. Ainsi, de 70 à 75, les loyers, selon l'INSEE, ont augmenté moins vite que le reste des produits. La faiblesse du coefficient de pondération conduit donc à surestimer la hausse des prix.

Notons (on y reviendra plus loin), que procéder ainsi revient à masquer les difficultés concrètes de chaque ménage de travailleurs (ici, les travailleurs locataires dans la région parisienne).

L'INDICE DES PRODUITS FRAIS

L'INSEE a adopté, pour certains produits sujets à des variations de prix très irrégulières (essentiellement des légumes saisonniers) selon la saison, les conditions climatiques, etc... un double procédé : d'une part un panier dont la composition varie selon la saison. D'autre part, une sorte de moyenne mobile qui revient non pas à

supprimer les variations mais à les étaler dans le temps.

Dans la période comme celle de janvier 77 où les prix des légumes ont flambé, cela conduit encore une fois à gommer les difficultés concrètes de la ménagère.

LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

C'est sans doute le cas le plus net de négation des hausses dues aux remplacements d'articles. L'indice officiel, obtenu par relevé des tarifs officiels, s'établit à 112,0 en octobre 76 (base 100 : année 70), contre 173, 6 pour le reste de l'indice ! On touche ainsi du doigt l'importance de la question des substitutions d'articles.

LE CHANGEMENT DE COMPTEUR EDF

Il s'agit d'une des 8 variétés censées représenter le poste « entretien et réparation du logement ». Son poids dans l'indice ($118 \times 16,9\%$) était près de 40 fois supérieur à son poids réel dans les dépenses de consommation. De 1970 à fin 75, le tarif n'a pas changé : l'INSEE ne s'en est pas inquiété. Au 1.1.76, le tarif a été multiplié par 3 ou 4, d'où une hausse de l'indice d'ensemble de 0,5 %.

Bien évidemment, il a alors été supprimé rétrospectivement de l'indice.

Ceci montre en premier lieu où peut conduire le choix arbitraire des variétés et de leur pondération. En second lieu on notera que l'INSEE n'accepte de corriger son indice... que quand il augmente trop.



L'indice de l'INSEE est un indice de classe.

Face à ces événements, le comportement d'un ménage de cadres et celui d'un ménage ouvrier diffèrent considérablement. Dans le premier cas, l'existence d'une épargne assez importante permet d'amortir les différents à-coups. Par exemple si le loyer d'un tel ménage augmente de 400 F tel mois alors que l'indice des loyers n'augmente que de 0,8%, peu importe : les mois suivants l'indice et pas son loyer ; et son épargne lui permet d'encaisser l'irrégularité de la hausse des prix. En somme, la pratique de la moyenne statistique sur la question de l'indice ne tombe pas du ciel : elle reflète la situation des cadres.

- Pour celui qui boucle difficilement les fins de mois, il en va tout autrement :

Chaque dépense imprévue, chaque hausse importante se traduit par des sacrifices immédiats, et les mois successifs peuvent différer fortement. En étalant ces irrégularités, en fait l'indice gomme les sacrifices : avoir 2,7% de dépenses de pharmacie tout au long de l'année sur son salaire ou 30% un mois donné, ce n'est pas pareil ; voir son loyer s'accroître brutalement de 150 F ou de 0,8% chaque mois, n'a pas les mêmes conséquences.

FACE À CES INDICES TRUQUÉS QUELLES PERSPECTIVES ?

Il est clair que le calcul d'un indice des prix, reflétant la hausse réelle du coût de la vie, nécessiterait bien plus que des modifications « techniques ». Ce qu'il faudrait, c'est à toutes les étapes de son élaboration et de son calcul, mettre en avant le point de vue de la classe ouvrière !

Ce qui suppose une transformation radicale tant de l'organisation actuelle des travaux statistiques (confiés à des « spécialistes » coupés de la classe ouvrière) que de l'appareil d'État, dont l'INSEE fait partie...

De toutes façons un indice, quel qu'il soit, ne donne de la réalité qu'un aspect partiel.

Ce dont les travailleurs ont besoin, dans leurs luttes, dès aujourd'hui, c'est d'une arme contribuant à dénoncer concrètement la hausse des prix et ses conséquences sur leurs conditions de vie !

Plusieurs expériences ont été tentées (« Budget du travailleur » etc) pour mettre en œuvre cette conception. Elles consistent à relever de manière détaillée, toutes les dépenses effectuées par des familles populaires.

Le travail est mené collectivement : tout le monde participe à la fois aux relevés, à leurs synthèses ainsi qu'à la diffusion des résultats. En évitant la coupure entre « spécialistes » et « non-qualifiés », c'est le point de vue des travailleurs qui à chaque fois est mis en avant.

Les relevés permettent de mettre en évidence les difficultés causées par les dépenses « occasionnelles » (maladie, vacances,...), les charges supplémentaires imposées par l'organisation capitaliste de la société (par exemple les frais de transport pour les jeunes de Province exilés à Paris). Il n'est pas nécessaire de procéder ni à des synthèses statistiques, ni à de très nombreux relevés. S'appuyant sur des situations concrètes, sur des budgets réels de familles populaires représentatives du quartier ou de l'entreprise, les résultats prennent aussitôt valeur d'exemple en eux-mêmes. Il n'est pas indispensable non plus de procéder à des relevés pendant une très longue période. La seule condition est qu'ils soient effectués de manière complète et suffisamment détaillée.

C'est ainsi que peuvent se forger les armes dont le prolétariat a besoin pour prendre en charge lui-même la lutte sur son pouvoir d'achat et affirmer dans le même temps sa volonté de diriger en tout !



A Neuilly-Plaisance, une action du Comité d'usagers.



Le 7 octobre 76 était aussi une manifestation pour le pouvoir d'achat des travailleurs.

« L'ARGENT SECRET »

D'ANDRÉ CAMPANA

● D'où vient l'argent des partis politiques ? C'est, pour l'UDR, les RI, les Radicaux de Gauche, le PS et le PC, la question à laquelle André Campana tente de répondre, en rassemblant toutes les informations qui peuvent être connues dans ce domaine. Malgré quelques limites, et bien que l'auteur examine le problème essentiellement en termes « moraux », ce livre apporte entre autres une foule de détails et d'anecdotes qui sont révélateurs des pratiques des partis dits « démocratiques ».

L'une des conséquences des difficultés de plus en plus grandes de la bourgeoisie à définir un projet politique, est la nécessité de développer de plus en plus le tapage publicitaire, en particulier pour faire élire ses candidats.

Les campagnes publicitaires, cela nécessite de plus en plus d'argent. Les chiffres tels qu'on peut les estimer, l'origine du financement des partis, tel est l'objet du livre de Campana, l'argent secret. Même s'il ne donne pas toutes les informations qu'il connaît : « Ce n'est pas un livre de dénonciation », écrit-il dans son introduction, « Toutes les informations qui y sont données ont été recoupées. Nous avons laissé de côté celles qui ont été murmurées ». Même si

Campana pose le problème en termes moraux, en se demandant si, après tout, il est possible de faire autrement, il met à jour le fonctionnement et les pratiques des partis « démocratiques », dont plusieurs en particulier celles de l'UDR, ont été révélées lors des scandales qui ont éclaté dans les années 71.

D'abord quelques chiffres donnés par l'auteur : « En 1976, dépenser 100 000 ou 150 000 francs (10 ou 15 millions d'AF) pour gagner une élection qui se joue à 50/50 est une nécessité », estime Robert Galley, ministre de la coopération. Le minimum absolu, c'est 40 000 F (4 millions d'AF). Sondages, marketing, « shows » à l'américaine, organisés par des agences publicitaires, tout cela coûte cher. Le coût de la dernière campagne des législatives, celles de 73, Campana l'estime à 2 milliards 500 millions d'anciens francs. Celle des présidentielles, 5 milliards au moins. Autre chiffre intéressant, l'élection de J.J.S.S. à Nancy : « 160 millions d'AF, pour une petite législative dans une petite circonscription et 200 millions d'AF pour se casser le nez à Bordeaux ».

D'où vient cet argent ?

Pour les partis de droite, lors des campagnes électorales qui constituent

l'essentiel de leurs dépenses, c'est principalement auprès des industriels, directement ou par l'intermédiaire du CNPF que l'argent nécessaire est trouvé.

L'intervention du patronat, toujours démentie par le CNPF, n'est pas un élément nouveau. Campana rappelle le scandale qui éclata en 1925, à propos de l'Union des Intérêts Economiques, l'organisation patronale de l'époque. Mais cette intervention est de plus en plus directe. Le CNPF possède toute une infrastructure, le service des études législatives, géré par Aimé Aubert, qui fonctionne en permanence et, au moment des élections, finance les candidats de son choix. « La décision est prise au cours d'une réunion présidée par François Ceyrac à laquelle assistent les grands chefs du patronat français : M. Jacques Ferry d'abord, président de l'Agref (Association des grandes entreprises françaises), M. Ambroise Roux, vice-président, M. Philippe Clément, trésorier du CNPF et M. René Lamigeon, président de la fédération du bâtiment. Une fois la décision prise, et parfois au cours de

la même réunion, on fait le tour des principales fédérations pour savoir les possibilités financières. Chacun dit, autour de la table : «Moi, je peux donner 15 millions, 20 millions, 10 millions». Puis l'animateur refait un tour en disant : «Ça ne suffit pas». Et il précise : «Vous, vous donnerez tant ; vous tant ; vous tant, etc...».

Les PME aussi, de leur côté, financent les candidats qu'elles jugent les mieux à même de défendre leurs intérêts propres.

A tout cela, il faut ajouter les financements directs par les industriels tels que Dassault, l'un des plus actifs étant Robert Hersant, l'un des magnats de la presse.

Tout cet argent n'apparaît évidemment pas officiellement dans les comptes : «Beaucoup de grosses entreprises, aujourd'hui ont des caisses noires, ne serait-ce que pour leurs opérations de spéculation... De manière générale, ce sont bien sûr, les branches dans lesquelles l'argent se gagne le plus facilement, qui financent la politique. Au premier rang, il faut citer l'immobilier. L'UDR a été prise plusieurs fois en flagrant délit de percevoir une dîme sur certaines affaires immobilières juteuses. On se rappelle l'affaire du lotissement de Chanteloup-les-Vignes, opération menée par le promoteur François Bouygues et qui aurait permis au parti majoritaire de récupérer 5 millions de francs lourds».

Le CNPF n'intervient pas uniquement lors des campagnes électorales. S'il participe peu au fonctionnement régulier des partis, il s'intéresse en permanence à la «politique», en particulier aux projets de loi examinés par le Parlement. A cette fin, sont créées des associations telles que le «Club Administration-Parlement-Entreprise» ou le «Groupe Parlementaire d'étude des problèmes économiques et sociaux des entreprises françaises. «On va organiser des rencontres. Les élus ainsi informés pourront mieux appréhender les «répercussions» sur la vie des entreprises des projets de loi qui sont soumis à leur vote et cela, aussi bien sur des options générales que sur des problèmes spécifiques d'une profession».

Le financement des partis de droite

Pour ce qui est du financement régulier des partis de la droite classique, les choses diffèrent entre

l'UDR et les RI. L'UDR, qui a un fonctionnement de parti plus «régulier», s'est, du temps où elle était au pouvoir, largement appuyée sur l'appareil d'Etat, non seulement par la pratique des «pois de vin», tels que ceux qui ont été révélés par les scandales, mais aussi par les «fonds secrets». Les «fonds secrets», c'est une somme régulière d'argent allouée très officiellement au 1^{er} ministre et qui est destinée, en principe, à financer les opérations menées par des organismes tels que le SDECE ou la DST. En réalité, 80 % de ces «fonds secrets» seraient utilisés pour l'action politique du gouvernement. Au lendemain de la défaite de Chaban-Delmas, ces fonds auraient été en particulier utilisés par Chirac pour reprendre en mains l'UDR «qui se trouvait alors dans une situation financière catastrophique».

Les RI font appel, pour leurs besoins d'argent, directement aux milieux de la haute finance dont sont issus leurs chefs de file. Ils sont, apparemment, moins «structurés» en parti et ont donc un fonctionnement moins régulier, bien que les choses semblent changer avec le développement des contradictions avec le RPR. Ils évitent semble-t-il, de s'appuyer sur l'appareil d'Etat pour ne pas tomber dans les scandales comme l'UDR. Pourtant, le «Canard Enchaîné», révélait, en avril 75, l'existence du «Groupe interprofessionnel d'information économique et sociale». Sous couvert d'organiser des stages de formation, il s'agissait de financer les RI. Devant le risque de scandale, la société a été dissoute.

L'argent des radicaux de gauche et du PS

Si le CNPF ne finance pas, apparemment et pour le moment, ces partis en tant que tels, certains industriels et même certaines branches, leur offrent généreusement leurs subsides.

Pour le MRG, l'argent de Manuel Diaz, PDG de nombreuses sociétés, ou de Samperio Quilici, industriel d'Aix-en-Provence, est une nécessité vitale. Fabre espère aussi beaucoup que Giscard mettra en place une réforme subventionnant les partis. C'est, paraît-il, une question qui revient souvent lors de ses visites à l'Élysée.

Le PS reçoit de l'argent de trois branches du CNPF qui auraient participé pour 37 millions d'AF au

financement de la campagne de Mitterrand et des patrons de gauche tels que les frères Riboux, José Bidegain. «Il n'est pas douteux non plus», ajoute Campana, «qu'à titre personnel, tel ou tel PDG aide tel ou tel leader de la gauche. Michel Rocard a souvent bénéficié, à côté d'autres, de la sympathie active et personnelle de Max Therat, le PDG de la FNAC».

Mais cette source de financement semble pour l'instant «limitée». Les autres sources que cite Campana, mais dont il est difficile de déterminer la part exacte, sont les cotisations des adhérents et celles des élus. Ce sont elles qui constituent officiellement le budget du PS. En réalité, il semble difficile que celui-ci puisse couvrir l'ensemble de ses dépenses. Par ailleurs, même si, officiellement, il n'y a là aucune liaison financière, il faut savoir que le PS dirige pour une très large part le mouvement coopératif français dont le chiffre d'affaires est de 4 milliards de francs, pour le seul secteur du crédit coopératif. Celui-ci a d'ailleurs consenti un prêt de 300 millions pour l'achat du siège social parisien. Autre source de crédit pour ce siège : les syndicats allemands.

L'occupation par le PS de plusieurs municipalités, dont Marseille et Lille offre aussi «incontestablement plusieurs possibilités d'améliorer directement ou indirectement le financement des partis», telle la possibilité de payer des permanents. Il existe enfin deux sociétés, Uniteledis et Urba-Conseil, qui dépendent directement du PS. Urba-Conseil en particulier «aide» les municipalités socialistes en matière d'urbanisme, aide qui n'est évidemment pas gratuite.

Le P«C»F gérant d'un vaste appareil capitaliste

Le budget officiel du P«C»F est le plus important de tous les partis «démocratiques» : 10,5 milliards de francs. L'origine, d'après ses dirigeants, provient uniquement du P«C»F lui-même, de ses adhérents et de ses activités militantes : 2 milliards des élus, 4,5 milliards de cotisations et 4 milliards de souscriptions et des quelque 500 «fêtes» que réalise le P«C»F chaque année. Ces chiffres d'après Campana, sont exacts. En réalité, ce sont les chiffres donnés par le P«C»F et celui des cotisations par exemple, calculé sur 400 000 adhérents, est très certainement «gonflé», compte tenu en plus du fait,

qu'indique Campana, que le P«C»F vit avec «des vagues successives d'adhérents différents qui le rejoignent, puis le quittent, remplacés par d'autres».

De plus, le budget officiel du P«C»F ne couvre que son fonctionnement «normal». En réalité, le parti révisionniste gère directement un vaste appareil capitaliste qui comprend quelque 310 sociétés commerciales dont Inter-Agra, Socopap qui font plus de 100 millions de chiffre d'affaire chacune. A ces sociétés, directement gérées par le P«C»F, il faut ajouter celles qui lui sont pour le moins très liées : les CCPM du Nord (130 millions de chiffre d'affaire, 217 magasins), Ricard qui lui verse au moins 3 millions de francs par an, et le groupe Doumeng, le «milliardaire rouge», J.B. Doumeng... est à la tête d'un groupe industriel et agricole qui ne comporte pas moins de 10 sociétés dont il est le PDG... 8 autres où il est administrateur... 24 sociétés où il a des intérêts... Doumeng a le monopole quasi-complet des échanges (agricoles NDLR) avec les pays de l'Est».

À côté de cet ensemble, il faut aussi ajouter les 1 200 municipalités que le PC dirige, outre l'infrastructure qu'elles constituent pour les révisionnistes (elles permettraient de payer une foule de militants et permanents dont «une évaluation honnête se situe autour de 10 000 personnes, ces municipalités constituent un marché considérable, en particulier le secteur immobilier : «On ne peut pas ne pas imaginer que des propositions de dessous de table ou de commissions ont été faites et sont faites en permanence aux membres du P... Nous savons que certaines entreprises capitalistes, notamment dans le fuel, ont nommé sciemment à la tête de leur direction commerciale des responsables communistes pour négocier avec les municipalités du Parti».

Enfin, il est une autre source de financement du P«C»F, non négligeable : la publicité dans ses organes de presse mais surtout lors des fêtes, en particulier, celle de «L'Humanité», immense foire commerciale.

Un tel fonctionnement illustre bien la manière dont le P«C»F compte gérer le capitalisme d'État qu'il veut mettre en place.

«L'Argent secret» d'André Campana, malgré quelques insuffisances ou même quelques «oublis» tels les

différents hold-up (Strasbourg, Nice...) dans lesquelles il a été pratiquement prouvé la participation du SAC, insuffisances aussi sur les sources de financement du P«C»F, est un livre

très intéressant apportant de nombreux éléments ou donnant des précisions, sur les sources de financement et partant, les pratiques, des partis bourgeois.

«LA CHINE APRES LA MORT DE MAO»

D'ALAIN BOUC

● **Ecrit après un séjour de deux ans et demi en Chine, le livre d'Alain Bouc est à la fois un livre de travail et un reportage. Plutôt que «la Chine à la mort de Mao», c'est un recueil documenté et agréable à lire de réflexions, de reportages, d'interviews et de documents écrits et chiffrés qui traitent des «grands problèmes» posés par la Chine.**

Car A. Bouc cherche avant tout à détruire des mythes, des idées fausses, à apporter de manière souvent convaincante, la «contre-information» et, plus encore, à faire comprendre au lecteur le point de vue qui guide le Parti Communiste Chinois dans ses décisions, sa méthode de résolution des contradictions.

Ainsi, dans les premières pages du livre, A. Bouc ébranle, par ses observations personnelles, toute une série d'idées simplistes sur la Chine —celles que nous entendons régulièrement à la radio— et situe les deux aspects de la Chine —pays du Tiers-Monde et pays socialiste—. Le livre lui-même est divisé en deux grandes parties : «Le combat intérieur» et «Dans la lice internationale». Dans la première partie, tout est centré sur la lutte de classes : rôle du Parti, existence et lutte des classes dans la société chinoise actuelle ; c'est dans ce cadre qu'A. Bouc étudie «Le dossier Lin Biao» (1), la campagne contre Confucius, puis «les boulever-

sements de 1976». Cette partie se termine par un «point sur l'économie» donnant de nombreux tableaux, établis pour l'essentiel à partir de données chinoises.

La partie internationale essaie principalement d'articuler les théories qui fondent la politique étrangère du PCC et les plus grandes manifestations pratiques de cette politique. A. Bouc aborde ainsi tour à tour le problème des relations diplomatiques, de l'attitude de la Chine vis-à-vis des Etats-Unis, de l'URSS et de l'Europe.

Travail d'explication, le livre d'A. Bouc est riche de toute une expérience vécue.

(1) appelé Lin Biao, selon la transcription Pin-Yin. En l'absence d'un tableau donnant la transcription habituelle de chaque nom, le lecteur peu initié aura de la peine à s'y retrouver.

Du reportage ...

Ancien correspondant du «Monde», A. Bouc sait utiliser la moindre chose vécue, vue, entendue pour convaincre : ainsi, l'un des chapitres les plus intéressants pour la connaissance vivante de la paysannerie chinoise est-il «la politique au village». A travers une série de croquis de voyage, les «notes sur la lutte de classes» qui précèdent, s'inscrivent dans la réalité quotidienne, dans cette méfiance envers les anciens riches, dans ces tendances à choisir telle céréale plus rentable, dans la lutte contre les privilèges que certains insensiblement acquièrent.

Au document de travail

Les «Quelques feuillets du dossier Lin Piao» donnent une explication claire et argumentée de cette lutte majeure du Parti Communiste Chinois contre la tendance de gauche qui s'est manifestée pendant la Révolution Culturelle, jusqu'à aboutir en septembre 71, à une tentative de coup d'Etat. On trouvera dans le livre, surtout le film des événements, les principales critiques portées par le Parti Communiste Chinois contre la ligne politique de Lin Piao.

A. Bouc reproduit aussi, d'après le texte édité à Taiwan et donc sujet à caution, «le document 571», sorte de programme du coup d'Etat. Texte également édité par Taiwan mais dont de larges extraits ont été publiés par la presse chinoise, la lettre de Mao Tsé-toung à sa femme Chiang Ching ; dans cette lettre, il montre, dès le tout début de la Révolution Culturelle, le danger constitué par la ligne de Lin Piao, et — indication intéressante dans la lutte actuelle — il met en garde Chiang Ching contre sa tendance à se «laisser griser par le succès».



Sur la place Tien An Men, la foule salue la nomination de Houa Kouo-feng.

Autre texte intéressant, mais dont l'origine n'est pas indiquée : des «notes sur les entretiens de Mao Tsé-toung avec des responsables du Parti», dans les semaines qui précèdent la tentative de coup d'Etat de Lin Piao. Ce texte replace en particulier la lutte contre Lin Piao dans la continuité de la lutte de classes qui a traversé le PCC depuis sa création.

Le livre donne peu d'éléments sur la situation actuelle. Peut-être le manque de netteté du chapitre sur la lutte menée en Chine depuis plusieurs mois contre les conceptions des «Quatre», est-il dû au fait que l'auteur ne peut apporter son témoignage direct, vécu. On notera cependant qu'Alain Bouc, attentif à toutes les critiques qui ont été portées contre les conceptions de Lin Piao, n'attache pas d'importance à cet enseignement, précisément tiré de la lutte contre Lin Piao, et rendu encore plus fondamental par la lutte actuelle : «Pratiquer le marxisme-léninisme et non le révisionnisme ; travailler à l'unité et non à la scission ;

ne pas tramer complots et intrigues». Montrer la continuité, l'unité profonde de ces principes aurait certainement mieux permis au lecteur de comprendre la logique interne de ces «tentatives de coup d'Etat» ou «complots».

Malgré le flou de ce chapitre, l'ensemble du livre répond à bien des questions de manière nuancée mais précise. A. Bouc invite non seulement à comprendre mais à réfléchir à notre propre société, à notre propre façon de penser, modelée par la bourgeoisie. En cela aussi, ce livre est différent : le socialisme qu'il nous présente, dans ses contradictions, ses réussites et ses difficultés, n'apparaît pas seulement comme «quelque chose de bien, mais qui ne convient qu'à des pays sous-développés» ; il est aussi, en retour, une affirmation que la Chine, peut être, pour nous, source d'enseignements.

*Alain Bouc : «La Chine à la mort de Mao». 320 p. Editions du Seuil

A Pékin, le 21 octobre 76, les ouvriers manifestent contre les Quatre.



LES TACHES DE COMBAT POUR L'ANNEE 1977

● La grande lutte politique déclenchée avec l'éviction des quatre ne peut être comprise seulement à partir des grandes lignes de démarcation telles qu'elles ont été tracées alors, en octobre 1976 par le Comité Central du Parti Communiste Chinois, avec à sa tête Houa Kouo-feng.

Elle doit être envisagée dans toute son ampleur et suivie dans son développement concret, à travers les grands événements qui en marquent l'avancée : la deuxième Conférence Nationale pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, fin décembre, ainsi qu'une série de conférences nationales concernant divers secteurs industriels pour s'inspirer de Taching, d'une part ; et d'autre part, l'immense hommage rendu par le peuple chinois à la mémoire de Chou En Lai, un an après sa mort, en janvier de cette année.

En effet, une sorte de consensus insidieux s'est établi dans les plus larges secteurs de l'information en France pour considérer qu'une équipe de gestionnaires «modérés» —à l'image soi-disant de Chou En-lai— normaliserait la situation, s'occuperait de façon «réaliste» de la production, tout en éliminant les rêves et les enthousiasmes suscités par la Révolution Culturelle. A mots à peine couverts, c'est évidemment la position des quatre qui continue, par là, à se formuler. On identifie les acquis de la Révolution Culturelle à cette poignée de dirigeants «radicaux» qui s'en présentaient comme les héritiers exclusifs et donc leur défaite politique à la liquidation même des acquis de la lutte de classe et de la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine.

En fait, c'est en rester à une vision superficielle, fondamentalement bourgeoise des choses et de la réalité du Parti Communiste, plaçant sur ses dirigeants des étiquettes politiques a priori : les problèmes de direction aigus qui se sont posés au Parti Communiste Chinois en 1975-1976 —du fait de la disparition de ses dirigeants les plus prestigieux et les plus expérimentés puis de Mao Tsé-toung lui-même, la

façon dont ils ont été réglés ne peuvent être compris que si on les rapporte à l'enjeu d'ensemble : les choix politiques à trancher, dans la période, pour poursuivre la lutte de classes et avancer dans la consolidation de la dictature du prolétariat, l'édification du socialisme en Chine.

«Sur les 10 grands rapports»

Le fait que l'étude du texte de Mao Tsé-toung «Sur les dix grands rapports» soit, depuis décembre, le fondement à toute la lutte politique et le travail de rectification qui sont menés — doit nous éclairer. Pas seulement sur le contenu de la critique de la ligne des quatre, mais aussi, en positif, sur la voie concrète, en opposition avec celle des quatre, qui est tracée et impulsée aujourd'hui par le Parti Communiste Chinois.

Ce texte date de 1956. Mao Tsé-toung tire les leçons de l'expérience chinoise d'alors, mais aussi de l'expérience soviétique et donc des erreurs commises dans la révolution et l'édification socialistes qui peuvent préparer des conditions favorables à un coup d'Etat contre-révolutionnaire et à la restauration du capitalisme en URSS.

En ce sens, le texte a une importance décisive : il trace la ligne générale pour la révolution et l'édification socialistes, telle qu'elle sera développée en Chine, pour prévenir la restauration du capitalisme et en opposition avec le révisionnisme krouchtchévien qui va bientôt alors s'affirmer ouvertement dans le mouvement communiste international.

Or, ce qui guide tout ce texte, c'est une vision matérialiste-dialectique du

processus de la révolution et de l'édification socialistes, en tant que processus d'ensemble, formant un tout. Si l'on ne saisit pas l'ensemble des contradictions (des «rapports») qui constituent le processus, ou bien si l'on ne considère et ne traite qu'un aspect de chaque contradiction, alors l'hégémonie du prolétariat, sa capacité à diriger la transition de la société socialiste vers la société sans classe, communiste, est remise en cause, l'avancée vers le communisme est menacée de régression, momentanée, vers le capitalisme.

Les dix grands rapports analysés par Mao Tsé-toung embrassent un système complexe de contradictions, constitutif de la société socialiste de transition : rapport au sein de l'infrastructure économique, par exemple, entre industrie lourde d'une part et agriculture et industrie légère d'autre part ; rapport entre l'infrastructure économique et un élément crucial de la superstructure : la défense nationale ; rapport au sein de la superstructure entre les autorités centrales et les administrations locales, ou entre le Parti Communiste et les partis non communistes. Pour ne citer que quelques-uns des dix grands rapports. Le prolétariat ne peut diriger et transformer la société en avançant vers la suppression des classes et des différences de classe que s'il saisit l'ensemble de ces rapports, les maîtrise et agit consciemment sur eux.

C'est le principe de base que Mao Tsé-toung formule ainsi :

«Nous nous efforcerons de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects — au sein comme en dehors du Parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant Etat socialiste».

Prendre la lutte de classe comme ►

axe, et donc le but final de cette lutte de classe, le communisme, c'est précisément mobiliser tous les facteurs positifs, adopter dans l'analyse et la résolution des problèmes posés par la révolution et l'édification socialistes, une position prolétarienne, matérialiste-dialectique : se préoccuper de résoudre les contradictions spécifiques propres à la base économique de la société socialiste, mener les transformations de la superstructure en les rapportant à l'état de développement de la base économique afin de le stimuler. Tel est le sens de «faire la révolution et promouvoir la production», compte-tenu que, dans cette unité de contraires, la conscience et l'activité révolutionnaire jouent toujours le rôle moteur par rapport à l'activité de production.

Au plan du Parti, cela veut dire rapporter les contradictions propres au Parti et leur résolution au mouvement historique dont il est le produit, et donc l'unir, à chaque étape, sur la base des tâches d'ensemble de la révolution et de l'édification socialistes.

2^e Conférence Nationale pour s'inspirer de Tatchai

Cette Conférence a mis en lumière l'enjeu de la lutte de ligne contre les quatre, à la fois du point de vue de ses implications concrètes pour un domaine aussi vaste que les campagnes chinoises et, avec l'intervention de clôture du président Houa Kouo-feng, du point de vue des tâches politiques d'ensemble définies par tout le Parti.

La première Conférence Nationale pour s'inspirer de Tatchai, s'était tenue, il y a seulement un an, en octobre 1975. Dans le cadre du plan quinquennal — qui doit s'achever en 1980 — elle avait fixé pour tâche à tout le Parti de généraliser les districts de type Tatchai. Il en existait déjà 300 sur les 2 300 districts que compte la Chine. D'ici 1980, elle avait décidé qu'un tiers de tous les districts soient ainsi transformés (c'est-à-dire environ 100 par an). La Conférence avait alors défini ainsi les critères caractérisant un district de type Tatchai :

«1) Le comité du Parti de district constitue un noyau dirigeant qui applique fermement la ligne et la politique du Parti et qui lutte dans l'unité.

2) Les paysans pauvres et moyens-pauvres ont la supériorité dans les rapports de classes, de sorte qu'ils sont capables de combattre fermement les activités capitalistes et de sou-

mettre les ennemis de classe à un contrôle et une rééducation efficaces.

3) Les cadres aux échelons du district, de la commune populaire et de la brigade de production participent régulièrement à l'instar de ceux du district de Siyang* au travail collectif de production.

4) Les constructions de base et la mécanisation dans l'agriculture, ainsi que la culture selon des méthodes scientifiques donnent des résultats rapides et efficaces.

5) L'économie collective s'accroît sans cesse, et la production et le revenu des communes populaires et des brigades de production pauvres atteignent ou dépassent le niveau actuel des communes populaires et des brigades de production moyennes locales.

6) L'agriculture, la sylviculture, l'élevage, la pêche et les activités auxiliaires enregistrent un essor général, avec une forte augmentation de la production, une contribution importante à l'Etat et une amélioration progressive de la vie des membres des communes populaires.

On voit concrètement comment les objectifs définis par la première Conférence impliquent à la fois une lutte pour unifier le Parti, renforcer sa direction centralisée (au plan du district), une lutte pour consolider le rôle politique moteur des paysans-pauvres et moyens-pauvres dans les campagnes et pour révolutionner les cadres en les faisant participer à la production. Mais cette lutte, cette mobilisation ont un enjeu concret : la transformation des rapports de production par le développement de l'économie collective (où les membres de nombreuses communes populaires s'associent pour réaliser de grands travaux d'irrigation, de défrichement, par exemple, à l'échelon du district) ; le développement des forces productives (mécanisation, généralisation des méthodes scientifiques) ; avec pour résultat, l'accroissement de la production.

Le mouvement ainsi déclenché a, du point de vue de la transformation révolutionnaire des campagnes chinoises, une importance comparable à celle des grandes étapes successives qui l'ont marquée : la réforme agraire, la collectivisation de l'agriculture, et l'établissement général des communes populaires.

Les quatre, dès 1975, se sont opposés à l'orientation et aux conclusions de la Conférence. «Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est

* District où se trouve Tatchai.

révisionniste» disait Chiang Ching, en parlant du rapport de bilan, prononcé par Houa Kouo-feng.

Partout où ils l'ont pu, en utilisant les moyens en leur pouvoir alors, ils ont refusé ou empêché de l'appliquer. Ils prétendaient qu'il fallait, dans les campagnes «diriger le fer de lance vers le haut», c'est-à-dire vers les responsables du Parti, impulsant les orientations de la Conférence. Ils rappelaient les équipes de cadres partis à la campagne et leur interdisaient de poursuivre le travail de mobilisation.

Fait significatif, les quatre attaquaient particulièrement l'objectif de mécanisation pour l'essentiel, de l'agriculture d'ici 1980. Ils y voyaient la manifestation d'un retour à la théorie révisionniste des forces productives prônée par Liou Chao-chi. Ils se référaient ainsi de façon métaphysique, à l'époque où, dans les années 50, Mao Tsé-toung avait, contre les tendances révisionnistes, montré que la collectivisation, la généralisation des communes populaires était le problème clef à résoudre, et non la mécanisation.

Mais en même temps Mao Tsé-toung avait souligné que la collectivisation était la condition indispensable pour mécaniser l'agriculture socialiste progressivement. «En définitive, pour l'agriculture, l'issue réside dans la mécanisation», déclarait-il en 1955 et il prévoyait qu'elle devait se réaliser en Chine aux alentours de 1980.

Cet aspect de la ligne des quatre illustre bien leur démarche métaphysique, leur incapacité à saisir, dans son développement, le lien dialectique entre rapports de production (ici la collectivisation) et forces productives (ici la mécanisation). Mais il montre aussi les très graves conséquences qu'aurait provoquées une telle ligne, si elle l'avait emporté, dans un domaine aussi décisif que l'agriculture. En Chine plus de 80 % de la population vit à la campagne : elle aurait sapé le principe fondamental, en Chine, au plan de l'économie socialiste : «prendre l'agriculture comme base, et l'industrie comme facteur dominant». Ce faisant, elle aurait remis en cause l'alliance de classes entre le prolétariat et la paysannerie pauvre et moyenne pauvre.

Les tâches de combat pour l'année 1977

En clôturant la deuxième conférence pour que l'agriculture s'inspire de Tatchai, le président Houa Kouo-feng a tracé les tâches de combat pour l'année 1977.

● La tâche première, c'est le développement en profondeur du mouvement de masse pour dénoncer et soumettre à la critique la bande des quatre. Non seulement leur complot, mais aussi la nature révisionniste de leur ligne dans tous les domaines et ses fondements au plan de la philosophie, de l'économie politique et de la théorie du socialisme scientifique. C'est une tâche de très grande ampleur, dans la mesure où les quatre, contrôlant depuis des années les mass-media, ont eu les moyens de répandre en quantité, idéalisme et métaphysique.

● Au plan du parti, pour éliminer les graves conséquences de la pratique révisionniste, scissionniste des quatre, le mouvement d'éducation idéologique est axée sur le renforcement de la direction centralisée et unifiée, sur le renforcement du centralisme démocratique et le développement du style de travail communiste. Ce mouvement d'éducation idéologique prépare un mouvement de consolidation du parti et de rectification du style de travail dans tout le parti, qui sera mené cette année.

● Cette grande lutte de ligne, en libérant l'enthousiasme révolutionnaire des masses, doit se matérialiser par un développement rapide de l'économie socialiste. Les mouvements de masses pour « que l'agriculture prenne exemple sur la brigade de Tatchai » et pour « que l'industrie prenne exemple sur l'exploitation pétrolière de Tating » sont inséparables de la révolution politique en cours.

Déjà dans l'industrie, plusieurs Conférences pour s'inspirer de Tating se sont tenues, concernant plusieurs branches particulières : notamment les industries d'extraction de la houille et du charbon, et les entreprises de transport ferroviaire. Ces Conférences préparent une grande Conférence Nationale pour que l'industrie prenne exemple sur Tating, qui doit se tenir avant le premier mai 1977.

● Enfin, le mouvement de masse pour l'étude des œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline et de celles de Mao Tsé-toung, sera porté à un niveau supérieur.

L'hommage du peuple chinois à Chou En-lai

En rendant un immense hommage à Chou En-lai, lors du premier anniversaire de sa mort, le peuple chinois a montré qu'il était massivement engagé dans cette révolution politique.

Chou En-lai, en effet, avait été de longue date, dès la révolution culturelle, la cible des attaques des quatre. Derrière tous les responsables taxés de « révisionnisme » qu'ils prétendaient débusquer, ils laissaient assez, ou très clairement entendre, selon les circonstances, qu'il y avait un chef de file au plus haut niveau : Chou En-lai. A sa mort, les quatre ont délibérément usé de tous leurs pouvoirs pour limiter au maximum dans les grands organes d'information, l'expression de l'immense affection que lui a témoignée alors, le peuple chinois en deuil.

Que les quatre aient choisi pour cible Chou En-lai, est bien révélateur de leur démarche et de leurs visées politiques : n'attaquant pas de front du moins publiquement Mao Tsé-toung, ils concentraient leurs attaques sur son plus proche compagnon, sur le dirigeant communiste qui, depuis 1949, en tant que premier ministre assumait la tâche d'appliquer quotidiennement la ligne stratégique et les grandes orientations définies par Mao Tsé-toung, à la tête du comité central. Il y avait là, à la fois la volonté de s'opposer à la ligne révolutionnaire du président Mao, de la renier en la vidant de tout son contenu pratique et d'autre part, la volonté de diviser profondément le parti, d'en éliminer les cadres qui avaient l'expérience d'une longue lutte politique, avant la révolution culturelle.

En rétablissant la vérité, l'hommage rendu aujourd'hui à Chou En-lai a manifesté une unité supérieure autour de la conception du parti, de la révolution et de l'édification socialistes, telles que Chou En-lai les a pratiquées, de façon exemplaire, sa vie durant.

Et d'abord, en opposition avec l'esprit et la pratique de division des quatre, sa fermeté dans l'application du centralisme démocratique : son affection sincère pour le président Mao, en tant que dirigeant du parti ne se marquait pas par des déclarations dithyrambiques, mais elle était fondée sur un profond accord politique, forgé de longue date, à travers plusieurs grandes luttes de ligne. Elle se traduisait par une application rigoureuse de la ligne définie. De même, dans le cours de la révolution culturelle, Chou En-lai s'est opposé fermement et avec courage aux attaques furieuses de l'ultra-gauche qui prétendaient lui imposer de force des mesures contraires aux décisions du comité central. Il a toujours déployé tous ses efforts pour unir, notamment dans la révolution culturelle, les cadres et les

membres du parti, et unir les masses autour du parti.

Pour les tâches de combat définies en ce début d'année, Chou En-lai constitue également un grand exemple par le rôle éminent qu'il a joué, pour l'édification d'un État socialiste puissant. L'article d'hommage du « Drapeau Rouge » souligne : « Le président Mao a élaboré pour l'édification du socialisme dans notre pays une ligne et une série de principes politiques marxistes-léninistes. Pour les mettre en pratique, le premier ministre Chou En-lai a établi soigneusement les plans et mené un gigantesque travail d'organisation. C'est lui qui a dirigé l'élaboration et l'exécution des plans quinquennaux... Dans l'édification du socialisme, le premier ministre Chou En-lai a pris invariablement la lutte de classe pour axe et appliqué intégralement le principe défini par le président Mao : « faire la révolution et promouvoir la production »... Il s'est opposé à la tendance erronée à passer outre à la lutte de classes, à la révolution et au maintien de la voie socialiste... Il a réfuté énergiquement et très souvent les diverses inepties anti-marxistes que la clique anti-parti de Lin Biao et la « bande des quatre » avaient répandues dans leur pratique de la métaphysique pour semer la confusion dans le rapport entre la politique et le travail professionnel, entre la révolution et la production, et défendu le point de vue matérialiste dialectique sur l'unité des contraires dans ce rapport... Sur notre immense territoire, partout, usines, campagnes, et chantiers sont des témoignages de l'action du premier ministre Chou En-lai ».

Enfin, l'exemple de Chou En-lai doit jouer un grand rôle dans le développement du style de travail communiste dans le parti : l'union constante de la théorie et de la pratique, l'étroite liaison avec les masses, la critique et l'auto-critique, le style de vie simple et le travail ardu, Chou En-lai les a pratiqués et propagés durant toute sa vie de combattant communiste.

Ainsi se dessinent, dans toute leur envergure, les contours et les enjeux d'une immense bataille politique qui est engagée : la dénonciation, la critique de la bande des quatre, de leur pratique et de leur ligne signifient, en positif, une profonde consolidation idéologique du parti, une mobilisation de l'énergie révolutionnaire des masses, autour d'une vision d'ensemble, unifiée, approfondie et concrète des objectifs de la lutte de classe sous le socialisme.

LES INCERTITUDES DE L'APRES-FRANQUISME

● Après la victoire obtenue par le gouvernement Suarez et Juan Carlos au référendum du 15 décembre dernier, et avant les élections législatives qui auront lieu vers le mois de juin, où en sont les rapports de force qui déterminent l'évolution de la société espagnole ?



Manifestation à Madrid, drapeau républicain en tête.

Le décompte journalier de ce qui a changé, et de ce qui n'a pas, ou pas encore changé, n'est pas un élément d'appréciation suffisant : d'abord parce que «la politique des petits pas», en avant, en arrière, à droite et à gauche s'applique au gouvernement Suarez mieux qu'à quiconque, et rend peu probant ce décompte ; en second lieu, parce qu'à côté d'un jeu politique ouvert dominé par les négociations entre le gouvernement et l'opposition, et la préparation des élections, existent des courants, sinon des forces, qui se cherchent, qui s'expriment avec plus ou moins d'intensité, mais qui représentent tout ce que la «réforme démocratique» ne pourra pas régler : les nationalités, l'aspiration des masses à un exercice effectif de la démocratie, le refus de payer la crise économique. Ces courants, à terme, seront les facteurs décisifs de l'évolution de l'Espagne. Enfin, il existe un paramètre difficile à apprécier, c'est la gravité de la crise économique, qui résulte autant de la conjoncture mondiale que de déséquilibres structurels. L'entrée dans le Marché Commun d'ici deux ou trois ans pourrait affecter profondément le tissu social de l'Etat espagnol et mettre en mouvement de nouvelles couches sociales, y compris les paysans, cette fois pour des objectifs autres que les libertés démocratiques. Quant au terrorisme d'extrême-droite, tant qu'il ne s'attaque pas à la personne même du roi, il peut certes provoquer des secousses, mais non entraver le processus contrôlé de «réforme démocratique».

cratique». Plus que jamais, après le massacre sanglant de la rue Atocha contre des avocats de l'opposition, une question s'impose : à qui profite le crime ?

LA POLITIQUE DES PETITS PAS

Les limites des droits d'association et de réunion

Sur deux autres points, on observe la même ambiguïté qu'à propos de la Réforme Politique. Le droit de réunion a été élargi, mais aussi bien pour les réunions dehors qu'en salle, l'autorisation préalable demeure nécessaire ; elle est octroyée par le gouverneur de la province, ou par d'autres échelons intermédiaires. Certains ont pu parler d'une politique chaotique, ou invoquer le conservatisme des échelons intermédiaires. Cette idée a une certaine force y compris parmi les associations de masse, qui parfois envoient directement des lettres au Président Suarez pour dénoncer l'attitude de tel ou tel fonctionnaire local. Bien sûr, tout en utilisant ce recours, beaucoup n'en sont pas dupes. En réalité, il ne s'agit nullement d'une politique chaotique, ou si l'on veut, cette politique chaotique est savamment calculée. Souffler alternativement le chaud et le froid, sans logique apparente, est encore le meilleur moyen de tenir l'opposition en haleine, de lui faire baisser les mises : il n'est que de voir la politique de renoncements successifs du PCE pour s'en apercevoir : après avoir renoncé à la mobilisation populaire pour faire pression sur le gouvernement, puis à la campagne ouverte pour l'abstention, puis à la participation à la commission de négociation avec Suarez, puis à la sous-estimation sur les nationalités, le PCE renoncera sans doute à autre chose encore, pourvu d'être légalisé, et de participer d'une façon ou d'une autre aux élections. Mais en même temps, cette politique a une constante : réprimer impitoyablement tout ce qui n'accepte pas le cadre légal défini par le gouvernement : ce sont les manifestations de masse qui sont les plus durement réprimées, plus durement même que sous Franco, ou les occupations d'usines avec piquets de grève. Ce sont les militants révolutionnaires, les patriotes basques ou catalans, qui sont arrêtés pendant l'enquête sur le terrorisme. Ce sont les paysans galiciens de As Encrobas, refusant l'expropriation qui sont dispersés à coup de crosses, mais la Maison



La création du «syndicat unique de la classe ouvrière», une première réponse de la classe ouvrière.

du Peuple ouverte récemment à Séville par le PSOE est officiellement inaugurée. Ce sont les jeunes, les ouvriers qui sont passés à tabac et torturés dans les casernes de la Guardia Civil.

C'est la même discrimination qui s'exerce à propos de la presse, qui connaît toujours les rigueurs des «sujets réservés» (matériaux réservés), pour l'enlèvement d'Oriol et de Villacusa, ou pour les assassinats d'Atocha, dont les directeurs de revue sont soumis à de lourdes amendes, ou pour l'édition : la présentation d'un livre sur l'abstention vient d'être récemment interdite à Madrid.

Aujourd'hui, la répression est plus sélective, et la tactique a changé : par exemple, on arrête les gens, puis on les relâche quelques jours après, moyennant caution, avec un procès en perspective : histoire d'éprouver les vertus de l'intimidation, et de montrer de quel côté se trouve le rapport de forces.

La nouvelle loi sur les associations stipule que tous les partis seront légalisés, à l'exception des partis désireux d'instaurer un «régime totalitaire» ou obéissant à l'étranger. Alors que 6 partis ont déjà été légalisés, parmi lesquels le PSOE (Parti socialiste) à la demande du PCE vient d'être transférée à un autre organisme : c'est une nouvelle mesure qui indique bien

les résistances qui peuvent exister au sein de l'appareil d'État. De toute façon, la légalisation du PCE n'est plus qu'une affaire de temps, et le fasciste Enrique de la Mata, longtemps responsable des questions syndicales déclarait récemment : «C'est parce que je suis un anti-communiste convaincu que je souhaite que le PC soit légalisé avant les élections», de cette façon, il fera la preuve de sa faiblesse devant le pays, et rabaissera ses prétentions. Si la légalisation du PC est probable, en revanche, et sans doute pour un certain temps, les partis révolutionnaires, le Parti du Travail d'Espagne, l'Organisation révolutionnaire des travailleurs, le Mouvement Communiste et les partis nationalistes révolutionnaires auront plus de difficultés.

Que sont devenus les tribunaux d'exception ?

Le TOP (Tribunal d'Ordre Public) a été supprimé : au cours de l'année 76, il avait «examiné» plus de 5 000 cas, et il avait pour particularité de condamner tous ceux qui passaient devant lui. Sa disparition n'est pas négligeable, mais simultanément a été créé l'audience nationale, chargé de traiter toutes les atteintes à la souveraineté et l'intégrité de l'État, tandis que les délits d'opinion, politiques, passeront à des juridictions ordinaires. Mais la définition de la compétence de l'Audience Nationale est par elle-même suffi- ▶

samment ambiguë pour permettre une utilisation circonstanciée.

La reprise en main de la police et de l'armée

Pour la police, le changement essentiel a consisté à faire disparaître formellement la Brigade Politico-Social, qui s'appelle désormais la «Seconde Section». Ses attributions sont inchangées. Il y a quelques mutations parmi les hauts fonctionnaires, on met à l'écart les plus compromis, ou on les change d'affectation ; pour l'exemple, ici ou là des tortionnaires font l'objet d'un procès, parfois d'une inculpation, rarement de détentions. Il s'agit pour le gouvernement Suarez de bien contrôler ses troupes, et les partis de l'opposition officielle, y compris le PC ont renoncé à demander la dissolution des corps répressifs.

D'ailleurs, la grande affaire de l'armée à présent est l'intégration à l'OTAN, la modernisation des armements et la réorganisation de l'armée, susceptible de rallier le courant «professionnaliste» de l'armée assez influent chez les capitaines et auquel se rattache pour l'essentiel l'UMD (Union Militaire Démocratique).

Pour la première fois, une mission officielle de l'armée est allée à Bruxelles visiter les installations de l'OTAN, et c'est aussi la raison du voyage de Gutierrez Mollado en France, qui se solda par l'achat de certaines armes destinées à l'uniformisation des équipements.

La reprise des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique

Les relations avec l'URSS étaient interrompues depuis la fin de la Guerre Civile, et étaient considérées comme un des points les plus intouchables de la politique extérieure. A la base du problème, l'aide apportée par l'Union Soviétique aux Républicains espagnols, et le «contentieux de l'or», du Trésor Public espagnol emmené par les exilés à Moscou. Le social impérialisme ne peut rester indifférent à l'évolution de la situation dans les pays d'Europe du Sud, particulièrement en Espagne, où cette évolution est incertaine et non encore stabilisée. Il nourrit constamment l'espoir de s'immiscer dans les

affaires intérieures de l'Espagne. En composant sur la question de l'or, en renouant des relations diplomatiques, à l'heure de la légalisation du PC il pose des jalons pour une ingérence plus directe. En même temps, on parle d'envoyer à Moscou comme premier ambassadeur Lopez Rodo, un des éléments les plus immobilistes du néo-franquisme, plus conservateur même que Fraga. Un moyen de s'en débarrasser provisoirement ?

Le bilan d'un peu plus d'un an de gouvernement de Juan Carlos montre que le processus de Réforme politique pouvant conduire à une certaine démocratie musclée est engagé... de manière irréversible. La vague de terrorisme qui s'est déclenchée ces derniers temps ne paraît pas de nature à compromettre ce processus.

Le charme discret de la négociation

En acceptant de mettre une sourdine à la campagne pour l'abstention au référendum, voire même de garder le silence, une certaine opposition a conquis le droit de négocier officiellement, et non plus en cachette. Ce moment a marqué à la fois la plus grande extension de la POD (Plate-Forme d'Organismes démocratiques) et le point de départ de sa mise en sommeil ; sa plus grande extension car un certain nombre d'organisations des nationalités (Catalogne, pays Valencien etc) se sont retrouvés, mais il était clair, dès ce moment que leurs intérêts ou leurs points de vue ne pourraient pas coïncider longtemps avec ceux des ténors de la POD, démocrates-chrétiens, PSOE et PC. Déjà le fait de désigner une commission restreinte pour les négociations contenait en germe des divisions. A partir du moment, où cette commission des 9 a décidé qu'elle ne rendrait pas compte de ses discussions à la POD, et qu'elle ne s'estimait pas liée par les 7 points préalables, la rupture était consommée. De fait, aujourd'hui, les organisations révolutionnaires PTE, ORT, et MC, ainsi que 13 autres partis ne reconnaissent plus la Commission des 9 comme représentant le point de vue de la POD. C'est l'existence même de la POD qui est en question, et certains n'hésitent plus à parler de cet organisme comme d'un fantôme. Or, il faut rappeler encore une fois qu'à travers ces «négociations», rien n'est négocié : le gouvernement Suarez écoute les avis, et décide seul.

Curieux GRAPO

Il est absolument évident que l'assassinat des avocats madrilènes de la rue Antocha, de même que les menaces de mort contre tel ou tel dirigeant de l'opposition, avocat ou directeur de revue, ressortissent du terrorisme d'extrême droite. Dans tous les cas, ces groupes agissent en connivence et avec la couverture de secteurs de la police, parfois à un niveau assez élevé. Ces assassinats s'inscrivent dans la droite ligne des exactions fascistes commises depuis 40 ans.

Autre est le problème du GRAPO : plusieurs hypothèses circulent autour du «groupe révolutionnaire anti-fasciste premier octobre». La thèse officielle, gouvernementale a été longtemps qu'il s'agissait du bras armé du PC reconstitué, scission du PCE ; cependant, ce parti qui, par ailleurs développe un certain travail de masse, n'a jamais considéré que dans les circonstances actuelles la lutte armée fût particulièrement opportune ; ces milieux officiels s'orientent maintenant vers le Mouvement de libération des îles Canaries (MPLIC) dont la radio a diffusé une intervention du GRAPO ; dans ce cas, si l'objectif était toujours d'arrêter la réforme démocratique, ce serait en vue d'empêcher l'entrée dans l'OTAN, et l'opération serait alors manipulée par Moscou ; on sait par ailleurs l'intérêt que l'Union soviétique prend aux mouvements de libération de la région ; cependant le MPLIC développe un travail très large pour la libération des îles, et on voit mal ce qu'il aurait à gagner avec l'affaire GRAPO. D'autres s'appuient sur le fait que l'arme utilisée contre les policiers tués, la Marietta est d'origine américaine et qu'un stock de 7 000 a été vendu en juillet dernier aux USA. Ce serait alors la CIA qui voudrait empêcher l'évolution démocratique de l'Espagne. Certains enfin n'excluent pas qu'il s'agisse des résidus scissionnistes de différents groupes d'extrême gauche de l'ETA au FRAP, qui n'admettent pas l'abandon de la lutte armée, et qui considèrent que tout retard dans la Réforme peut aiguiser les contradictions de classe en Espagne. En tout état de cause, de ces différents événements, le gouvernement et le roi ne sortent pas affaiblis, mais renforcés, et l'opposition est plus décidée que jamais à jouer le jeu du dialogue, une certaine opposition en tout cas...

A l'heure actuelle, le pilier de ce jeu politique est constitué par le PSOE de Felipe Gonzalez, sûr en tout état de cause de pouvoir participer aux élections législatives, et d'apparaître comme le parti de la gauche le plus fort. Mais le PCE de Carrillo est venu rappeler, lors de l'enterrement des avocats, qu'il était, lui, la base, le fondement même de ces constructions politiques. Il est le seul aujourd'hui à pouvoir contrôler efficacement le mouvement des masses. Dans la dernière période, le PC de Carrillo a gagné des points non seulement dans les couches moyennes de fonctionnaires, employés, techniciens, intellectuels auxquels il accorde une importance particulière ; il en a gagné aussi, ou regagné, dans la classe ouvrière. Après une période de flottement, entre la fin des grands mouvements de grève de l'an dernier, et la mi-octobre, il a lancé une grande campagne d'adhésions, et à présent s'occupe de redonner de la force aux Commissions ouvrières, en préparant activement et ouvertement leur prochain Congrès ; l'arrestation, puis la libération de Carrillo, le retour de la Pasionaria dont on reparle constitue une publicité certaine pour le parti révisionniste. Enfin, il s'est montré très clairement comme un parti d'ordre, dans les derniers événements, en refusant de mobiliser les masses contre le terrorisme. Il dispose d'un projet politique qui unit ce que le PC appelle la lutte pour la « démocratie politique » à la « démocratie politique et sociale », et plus tard le socialisme. Le PC de Carrillo se rattache à l'euro-révisionnisme et il est très proche des positions du parti révisionniste italien avec lequel il a signé plusieurs déclarations communes. « L'alliance des forces du travail et de la culture, que d'autres appellent le bloc historique » constitue la base de la voie démocratique. « Le choix d'une voie démocratique signifie le recours régulier au suffrage populaire, l'existence d'une opposition légale, l'acceptation de l'alternance du pouvoir si la majorité du peuple retire sa confiance aux partis qui gouvernent ». Commentant l'exemple chilien, le PCE déclare, toujours dans son Congrès de septembre 75 : l'expérience du Chili montre que l'arrivée au gouvernement des forces socialistes ne résout pas le problème du pouvoir d'État. Il peut y avoir un gouvernement socialiste et un appareil d'État capitaliste. Cette dualité entraîne le risque que la contre-révolution utilise l'appareil d'État pour boycotter le travail du gouvernement, et finalement l'abattre.... En abordant le problème de la voie démocratique, les forces socialistes doivent se poser

la question de la conquête de l'appareil d'État. Cette conquête doit commencer avant d'arriver au gouvernement, et se compléter par la suite. C'est très exactement ce qu'entreprend le PCE dès maintenant : le grignotage, de l'intérieur, de l'appareil d'État hérité du fascisme, jusques y compris ses corps répressifs. S'il est clair qu'en l'absence d'une destruction de l'appareil d'État par une révolution prolétarienne, il ne peut s'agir que de la substitution d'une nouvelle classe dominante à une autre, ce projet ne laisse pas d'être séduisant pour les couches moyennes dont nous avons parlé ; le passé de lutte en 36 et sous le fascisme fait le reste.



Sur le plan de la situation politique actuelle, le Parti de Carrillo, qui a été le premier à parler de rupture négociée avec le franquisme et à accepter la présence du roi, est favorable à un plan de stabilisation économique. Carrillo a déclaré le 5 janvier dernier à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel : « Nous nous trouvons dans la transition entre la dictature fasciste et la démocratie. Face à cette situation, nous ne voulons pas apporter davantage de confusion à l'économie de notre pays ».

Cependant, sur cette question le PCE entre ouvertement en conflit avec les aspirations des masses, les luttes contre le blocage des salaires. Il s'est trouvé plusieurs fois en difficulté. A la Seat de Barcelone, il a dû dissoudre ses organisations qui avaient décidé de rallier le syndicat unique. Il est décrié par les courants nationaux de l'État Espagnol, particulièrement du Pays Basque. En ce sens, il est fragile.

Les forces social-démocrates se répartissent en gros en 3 courants : le PSOE, le PSP et la FPS (Fédération des partis socialistes) sont pour d'autres raisons dans une situation fragile. Déjà des tiraillements sérieux se manifestent à propos des prochaines listes électorales, entre les socialistes « historiques et les autres ».

Bien que certains sondages accordent au PCE entre 10 et 20 % des voix, sa force, son influence n'est cependant pas sans faille.

Chaque fois qu'une grande vague de luttes se développe, le PCE régresse. Ce n'est pas le cas actuellement : la situation se caractérise par une attente, et même un certain enlèvement. Des grèves sectorielles parfois assez dures se sont développées tout au long des 6 derniers mois : grèves de la construction en Biscaye, grève de la

poste à Madrid, grèves de la métallurgie et de la construction à Valence, mais on est loin de l'embrasement général de l'an dernier. A côté de cela, certaines usines comme Roca près de Barcelone, ou Tarabusi près de Bilbao ont été exemplaires, par leur durée, leur combativité, le niveau de conscience politique des ouvriers. Mais ces grèves sont restées isolées, et elles se sont soldées par des demi-échecs syndicaux. A l'heure actuelle, la frange la plus combative, la plus avancée du prolétariat cherche un nouveau souffle. Elle a peut-être trouvé un premier élément de réponse dans la construction du « syndicat unique de la classe ouvrière ». Mais sa création, impulsée à un moment d'essoufflement des luttes, ne débouchera pas aussi vite que certains l'espéraient. Par ailleurs, dans la mesure où les Commissions ouvrières du Parti révisionniste essayent de faire campagne pour un syndicat fort, un certain nombre d'arguments pour le syndicat unique risquent d'être affaiblis.



D'autre part, la création d'un syndicat unique ouvrier, sur des bases de classe n'est pas une réponse suffisante. La classe ouvrière, ses alliés potentiels, les nationalités ont besoin de réponses politiques, à l'heure où l'unité de lutte contre le fascisme suffit moins que jamais. Les partis révolutionnaires l'ont bien senti, comme le PTE qui essaie de mettre sur pied un Front Electoral, qui pourrait déboucher au-delà même des élections. Ce Front, dont le programme est de caractère démocratique, pourrait, dans l'esprit de ses auteurs, regrouper non seulement ce qu'ils appellent les Partis ouvriers et populaires, c'est-à-dire y compris le parti révisionniste et le PSOE, mais aussi les différentes organisations de masse existantes, associations de voisins, organisations de femmes, de jeunes etc. Il s'agit d'un programme transitoire minimum, qui ne se prononce pas sur la question monarchie ou république. Un tel programme est-il de nature à clarifier le débat politique dans les masses aujourd'hui ? Que peut signifier dans la situation actuelle d'ouverture démocratique l'alliance avec des partis bourgeois, avec un parti révisionniste avéré ? Enfin, quelle est la question aujourd'hui en Espagne : est-ce l'alternative démocratie ou fascisme, ou démocratie bourgeoise avec tout ce que cela comporte de répression contre les masses, de limitations, d'exploitation, d'oppression des nationalités ou dictature du prolétariat ? ■

QUAND L'URSS S'OUVRE À L'OUEST...

SHCHEKINO : LE CAPITALISME A VISAGE DECOUVERT

● Au combinat chimique de Shchekino, en URSS, a été menée de 1967 à 1969 une «expérience-pilote» pour accroître la production. Par quels moyens ? Avec quels résultats pour les ouvriers ?

1) La réforme économique de 1965

L'expérience-pilote de Shchekino s'inscrit en prolongement de la réforme économique de 1965. Et en même temps, elle révèle, plus en profondeur encore, la nature de l'économie actuelle de l'URSS : une économie capitaliste, affrontée aux contradictions du capitalisme. Avec la réforme économique de 1965, «le profit» devient «l'indicateur principal, général et stimulant du rendement de l'exploitation». (Liberman 1965). Ce n'était là qu'affirmer ce qui était déjà devenu une réalité, lui donner le sceau officiel ; c'était aussi engager l'économie soviétique dans une organisation plus immédiatement tournée vers la recherche et le drainage du profit maximum : ce que les économistes soviétiques, à l'égal de leurs collègues occidentaux appellent une «économie plus rationnelle».

Quelles sont les principales lignes de cette réforme de 1965 ?

La priorité accordée au profit détermine toute une série de choix : c'est le profit, sa grandeur qui détermine l'extension ou non d'une entreprise, qui oriente ses gammes de produits, qui influe sur la qualité de la production. C'est du profit que

dépendent les salaires et primes, en particulier celles qui sont fonction du «fonds de stimulation matérielle».

- l'«autonomie financière» des entreprises : elles peuvent louer des bâtiments ou équipements qui leur sont inutiles ; elles peuvent, de manière limitée, vendre des biens de production. Elles peuvent nouer entre elles des «liens directs» de fournisseur à client.

La réforme économique de 1965 va donc nettement dans le sens de la transformation capitaliste de l'économie. C'est dans ce contexte qu'en 1967 est lancée l'expérience-pilote de Shchekino. En 1970, elle était étendue à 120 entreprises parmi les plus importantes, soit 700 000 travailleurs ; en 1973, 300 entreprises étaient concernées. C'est donc une extension encore limitée mais suffisamment significative.

2) Shchekino

D'emblée, l'expérience mise en œuvre par l'Etat soviétique au combinat chimique de Shchekino est clairement définie par son objectif : accroître la productivité du travail.

Quels problèmes vise-t-elle à résoudre ?

- Le sous emploi : c'est à dire trop de personnel pour le travail à accomplir.

C'est ce que déclare le directeur du combinat dans une interview à la Pravda : «Environ 40 000 personnes sont employées dans les services de contrôle des diverses usines et combinats de l'industrie chimique. Mais 18 % des analyses auxquelles ces personnes procèdent constituent des doubles emplois ; c'est donc environ 10 000 personnes qui pourraient être libérées grâce à une réorganisation de ces secteurs». (12 octobre 1969).

- Manque de travailleurs très qualifiés, en particulier dans la chimie, du fait du développement massif assez récent de cette branche.

- Problèmes de salaires : avant la mise en route de l'expérience, le fonds dont dispose l'usine pour les salaires et les stimulants matériels, fixé par l'Etat, est directement proportionnel au nombre de salariés : diminuer l'effectif aurait donc signifié nécessairement réduire le fonds de salaires et de stimulants matériels.

- Enfin, à ces problèmes concernant l'organisation de la production, s'ajoutent des problèmes concernant l'attitude des ouvriers par rapport à leur travail : tendance à l'absentéisme, désintérêt des ouvriers vis à vis de la tâche à accomplir.

«Une réorganisation scientifique»

C'est sous le signe de la science,

d'une organisation scientifique de la production que se place cette expérience. En quoi consiste-t-elle ?

1) - Restructuration des ateliers et des productions : les 2 unités produisant l'ammoniaque fusionnent en une unité unique. De même, là où il y avait 6 ateliers, il n'en subsiste que 3. Un service unique d'expédition et d'approvisionnement est créé (auparavant, chaque unité de production détachait des travailleurs momentanément inemployés, à ces tâches). Centralisation également des services de contrôle et d'entretien. La réorganisation conduit donc à une plus grande centralisation et à la création d'unités de production plus grandes.

2) - Les nouvelles normes de travail : Pour augmenter la productivité, le 2^e élément essentiel de cette expérience est l'établissement de nouvelles normes de travail : chronométrage des opérations, photographies de la journée de travail, analyses de l'environnement (aération, éclairage, tous les facteurs ayant une influence sur la production) permettant de définir 2 sortes de normes :

- les normes d'opération fixent le nombre de postes que chaque ouvrier doit occuper simultanément, le nombre de machines qu'il doit faire fonctionner ou surveiller simultanément.

comment cette expérience vise à aiguïser l'intérêt des ouvriers pour leur travail par leur intérêt matériel. « Il sert peu de formuler de telles normes. Leur succès dépend avant tout de l'intéressement matériel dont leur mise en place est accompagnée. » (Cherdinchenko, vice ministre de l'industrie chimique).

Dans le nouveau système, le fonds de salaire est établi pour l'année entière et sur la base du nombre de travailleurs présents au début de l'année. Donc tout salaire qui n'est plus versé, par exemple à la suite d'un départ, est réparti sur les ouvriers restants sous forme de primes.

Cette répartition se fait de manière inégale : 52 % des ouvriers seulement ont bénéficié de ces suppléments de salaire. Fait particulièrement intéressant, cette répartition des salaires « économisés » par l'entreprise ne se fait que si la productivité du travail augmente en même temps.

Concentration de la production, nouvelles normes de production, stimulants matériels liés à la productivité, tout concourt à ce que le souhait du directeur (« libérer 10 000 personnes ») devienne réalité.

4) - Licenciements : En janvier 68, 800 travailleurs avaient été « libérés »,

science s'agit-il quand elle aboutit à l'augmentation des charges de travail et aux licenciements ? De quelle science s'agit-il quand elle est basée avant tout sur la recherche du profit ?

L'expérience de Shchekino conduit en fait non à tirer le parti le plus juste de la force de travail de chaque ouvrier mais à rétablir la contradiction capitaliste : licenciements pour les uns, intensification du travail pour les autres.

L'expérience de Shchekino conduit à faire dépendre étroitement le salaire du rendement. Elle va ainsi non dans le sens de la diminution des inégalités dues aux différences de force, de rapidité, de compétence mais à un renforcement de ces inégalités.

Elle va dans le sens non d'une unité plus grande des ouvriers, mais de leur division en de multiples catégories et échelons. Plus encore, elle pousse, de fait, les ouvriers à la division : faire supprimer un poste dans une équipe d'entretien, c'est augmenter son propre salaire ! Ainsi les ouvriers sont conduits à chercher le maintien des avantages, des privilèges qu'ils ont acquis. Ainsi, se constitue toujours plus nettement une couche privilégiée au sein de la classe ouvrière.

L'expérience de Shchekino, loin de diminuer la bureaucratie, la renforce : chaque mois, de nouveaux calculs pour les salaires et les primes sont nécessaires, en fonction de l'indice de productivité et des suppressions de postes. Dans chaque atelier, il faut également tenir une comptabilité de la production de chaque travailleur, établir les listes de ceux qui ont droit aux primes provenant du fonds du chef d'atelier, ou bien du fonds dépendant de la direction de l'usine... Le service chargé des emplois et salaires s'est donc trouvé « considérablement grossi ». « La réorganisation rationnelle de ce service n'est prévue que pour la deuxième phase de cette expérience » (J. Delamotte : « Shchekino, entreprise soviétique pilote »).

Ces méthodes, nous les connaissons bien. Quelle différence avec la restructuration de la sidérurgie lorraine, qui toujours jette sur le pavé des milliers d'ouvriers et intensifie le travail des autres ? Qu'est-ce que cette « expérience-pilote », sinon un essai sans fond, pour trouver une issue à la crise économique de l'URSS dans la surexploitation des travailleurs, pour liquider cette force du prolétariat — son nombre — léguée par la période socialiste ? Surexploitation, licenciements pour les travailleurs, en échange de quelques miettes, voilà le vrai visage de l'URSS. ■

Unité d'équipement	Nombre dont chacun s'occupe réellement	Nombre dont chacun devrait s'occuper selon les normes
Machiniste en chef des compresseurs et pompes	22	40
Opérateur du granulateur	4	8
Machiniste	5	8

(Source : L. Shchelkanovtsev. « L'expérience de Shchekino en action ». Ekonomicheskaja Gazeta, Avril 69)

On voit que la charge de travail individuelle passe du simple au double.

- Les normes de temps concernant les ouvriers d'entretien et réparation : chaque opération, qu'elle soit payée à l'heure ou à la pièce, est désormais « normalisée ». Ainsi, sont créées des équipes d'entretien dont la rémunération est collective : plus l'équipe fournit de travail, plus le salaire de chaque membre de l'équipe est élevé... et moins l'équipe, à travail fourni égal, compte de membres, plus le salaire individuel est élevé.

3) - Un nouveau système de stimulants matériels. On voit tout de suite

selon le terme officiel, dont 609 ouvriers : à la fin 69, plus de 1 000. Pour un quart, ces « départs » étaient dus aux nouvelles normes, pour 40 % au cumul des postes par un même ouvrier. De cette expérience, de la méthode employée pour augmenter la productivité, quelles leçons tirer ?

Le renforcement du capitalisme

Alors que l'expérience de Shchekino est placée sous le signe de « l'organisation scientifique du travail », de quelle

L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ET LA CRISE 1

DOSSIER

● De plus en plus nombreuses sont les luttes contre les aspects les plus néfastes, voire les plus dangereux de la politique dite d'«aménagement du territoire». L'été 76 a été particulièrement riche sur ce plan-là puisque des mobilisations sans précédent se sont poursuivies ou développées un peu partout — contre les camps militaires (Larzac), contre les conséquences des barrages (Naussac) ou des centrales nucléaires (Super Phœnix).

A une plus large échelle encore, l'impérialisme français a été particulièrement secoué ces deux dernières années par des luttes populaires régionales opposant clairement la volonté de «Vivre et travailler au pays», à un aménagement capitaliste du territoire qui n'a conduit qu'à reprendre et exacerber les déséquilibres régionaux sur l'ensemble du territoire.

De plus, ces luttes prennent tout leur sens et toute leur importance par le fait qu'à côté d'autres couches populaires —notamment les paysans- la classe ouvrière y prend part avec un rôle de premier plan.

● Parallèlement à la volonté des travailleurs de ne pas subir les conséquences de l'aménagement capitaliste du territoire, on assiste à la faillite évidente des moyens qu'avait pu se donner la bourgeoisie pour maîtriser autant que faire se peut la répartition des activités sur l'espace. On est décidément bien loin du temps où Jérôme Monod —alors à la tête de la D.A.T.A.R., pouvait définir les grandes orientations volontaristes du développement à suivre et même peser sur les décisions des différents ministères. La DATAR, ancien fleuron de la haute administration gaulliste survit mal à une France qui n'a plus

les moyens de sa politique. Devenue une administration comme les autres, placée désormais sous le contrôle de Lecanuet —ministre chargé du plan; elle cherche à combler le vide laissé par l'échec ou l'abandon des grands projets nationaux (Dunkerque, Fos, aménagements touristiques du littoral) par de grands discours sur l'environnement et le «cadre de vie».

Le VII^e plan qui prévoit un désengagement très net de l'État, de l'aménagement urbain et du territoire au profit d'une hypothétique restructuration industrielle est particulièrement significatif sur ce point. □

DOSSIER

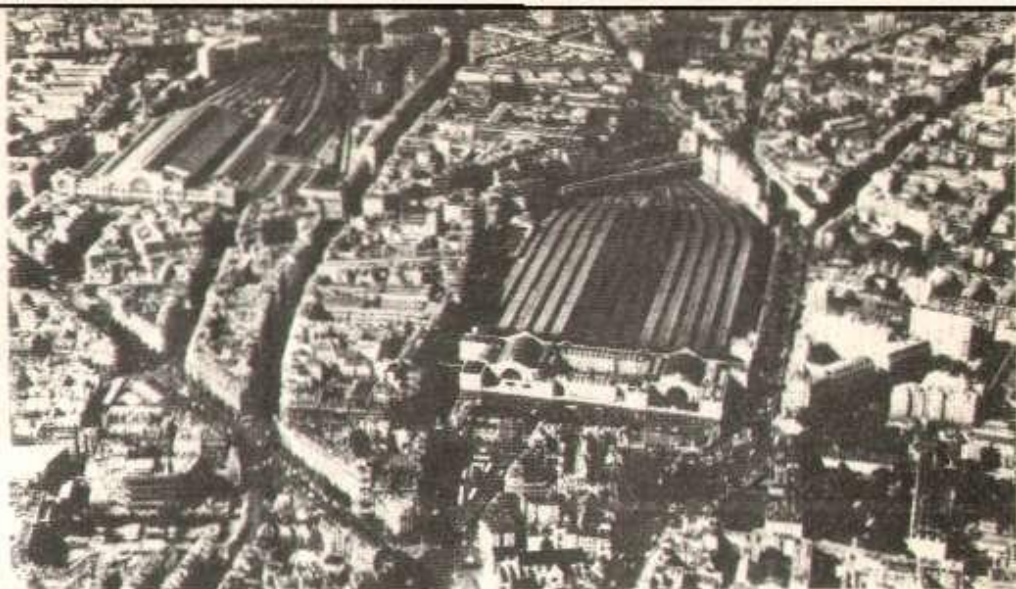
«L'aménagement du territoire et du cadre de vie» a fait l'objet d'un rapport particulier, dans le cadre de l'élaboration du VII^e plan. A lire ce rapport, on ressent très nettement combien la bourgeoisie française navigue à tâton depuis quelques années. Même si elle continue à se référer formellement à des plans, ceux-ci ne sont qu'une occasion de plus de voir s'étaler les velléités giscardiennes en même temps que les mauvais coups auxquels le libéralisme musclé du pouvoir est contraint de recourir. Celui-ci ne faillit pas à la règle.

Des velléités giscardiennes qui cachent mal...

On retrouve ainsi dans le rapport de la commission toutes les caractéristiques du discours giscardien, le caractère flou, creux et embrouillé des orientations présentées. Tout d'abord, celles-ci sont tellement multiples, tellement diverses —voire contradictoires— qu'il s'en dégage de façon très nette l'impression que non seulement la bourgeoisie est incapable de réaliser ses objectifs en matière d'aménagement du territoire mais qu'elle est de plus incapable de s'entendre sur les grandes lignes de son action prioritaire. Qu'on en juge : le rapport souligne qu'il faut simultanément :

- «maintenir la priorité au développement de l'ouest et du sud-ouest»,
- «renforcer l'effort prioritaire entrepris sur le Massif Central»,
- «accélérer la reconversion [elle aussi] prioritaire du Nord et de la Lorraine»... tout en «infléchissant l'action en faveur des zones rurales et de montagne» ! Mais il est vrai qu'il existe bien peu de régions épargnées par le capitalisme et sa crise.

Aussi le rapport cherche à masquer le manque d'assurance de ces propositions par une floraison de discours sur le thème devenu aujourd'hui rituel de la «qualité de la vie». Vraiment, tout y passe, et il s'en suit une fastidieuse et souvent naïve énumération du genre «les paysages : mieux les protéger», «la flore et la faune : en maintenir la richesse», «les eaux continentales :



En un siècle, l'agglomération parisienne a augmenté de 4 600 000 habitants, alors qu'au cours de la même époque, la population française n'a progressé que de 4 900 000 unités !

diminuer massivement la pollution»,... C'est le même réflexe prétendant vraiment accréditer l'idée que l'État est prêt à participer à la lutte contre toutes les nuisances capitalistes, que cherche à susciter le rapport en s'étendant longuement sur la qualité de la vie dans les petites villes, en mettant en avant les «contrats de pays», la restauration des quartiers historiques, les voies piétonnes ou les avantages du pavillonnaire.

Ainsi l'aménagement du territoire, de tentative d'intervention de l'État dans la définition des vocations des espaces régionaux, se réduit à être de plus en plus un discours creux qui cherche laborieusement à illustrer une France qui s'engageait «vers une nouvelle croissance».

Les mauvais coups d'une bourgeoisie aux abois

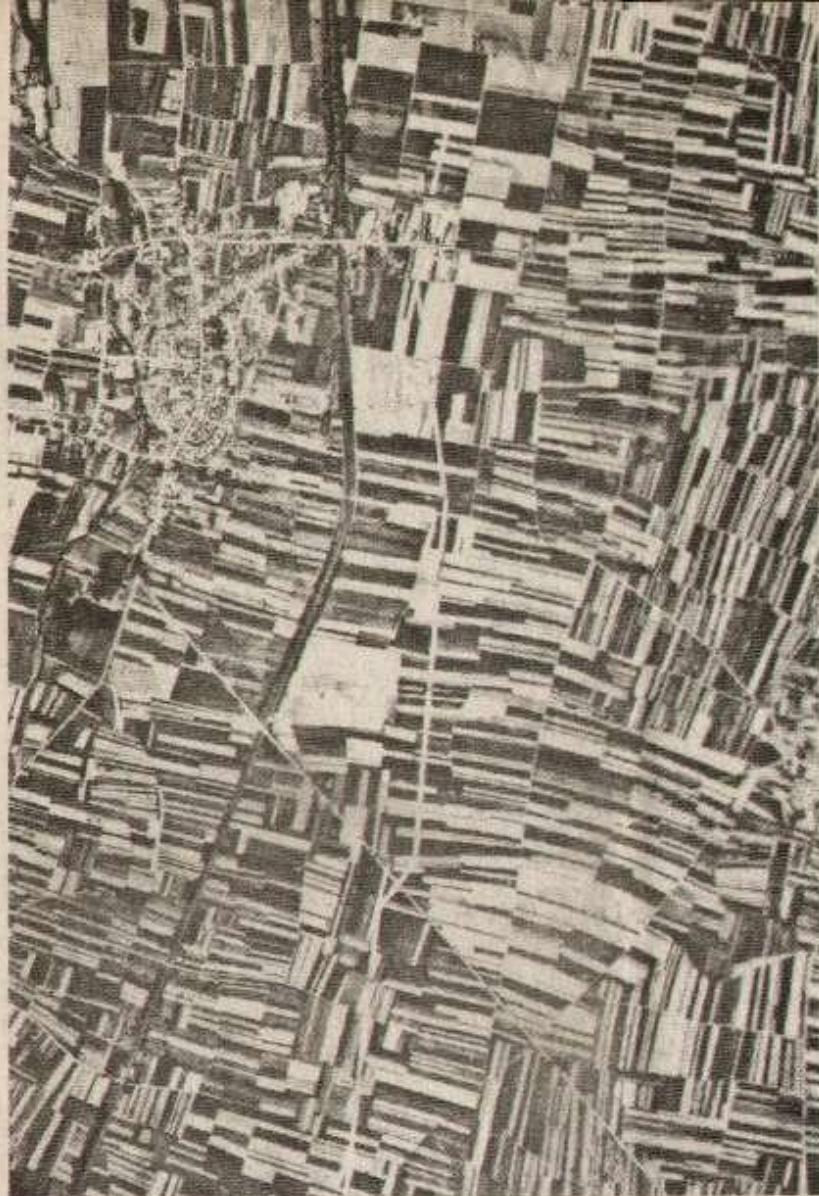
Il n'en demeure pas moins que —même dans ce rapport— les velléités giscardiennes cachent bien mal les attaques sans pareil qu'a engagées la bourgeoisie contre les travailleurs de tout le pays.

Il est ainsi apparu indispensable aux rédacteurs de consacrer la moitié de leur rapport au thème de «la nouvelle croissance» mais cette fois-ci centré sur la nécessité d'«infléchir la croissance de la consommation des ménages au profit de l'amélioration du cadre de la vie quotidienne». Le raisonnement de la commission est simple «puisque

est dans une conjoncture difficile et puisqu'on ne peut pas retenir la solution qui consisterait à réduire l'investissement productif... ou à proposer une réduction des dépenses administratives... Il faut changer les habitudes de la consommation des ménages... [soit par] l'augmentation de la pression fiscale... [soit par] un développement de l'épargne populaire». En clair, cela signifie que —pour financer la lutte contre la pollution que provoquent les grands trusts industriels, pour financer les primes à la décentralisation des grandes entreprises, ou pour payer les heures interminables de transport qu'impose aux ouvriers la localisation au moindre coût des usines— la commission propose que les travailleurs acceptent de voir amputer un peu plus leurs revenus. Ces messieurs ont même cyniquement calculé qu'il faudrait —selon eux— imposer un recul de 1,1 % de la consommation populaire pour réaliser leur programme.

Reprenant les arguments du plan Barre, les rapporteurs ajoutent qu'en réduisant la consommation des ménages, non seulement on dégage une épargne pour soutenir les entreprises du bâtiment et des travaux publics et «améliorer le cadre de vie» mais aussi on réduit du même coup les importations de biens de consommation, et on contribue donc au rétablissement de notre balance commerciale.

Tout cela conduit de fait à un désengagement de plus en plus important de l'État en matière d'aménagement du territoire et no-



Le morcellement des sols

tamment en ce qui concerne la prise en charge d'un certain nombre d'investissements liés à l'urbanisation.

Ainsi le passage à une politique de logement, fondée jusqu'ici sur l'« aide à la pierre » par des primes et des prêts spéciaux réservés aux constructions de HLM, à « une aide à la personne » traduit pour une part la faillite du logement « social » et un revirement très net de tendance dans l'intervention jusqu'alors croissante de l'État. Ceci à un moment où les expulsions de locataires se multiplient, mais Barre le répète suffisamment : il n'a [dit-il] que faire des revendications des ouvriers, des manifestations des paysans sur son passage; tous les efforts de la bourgeoisie doivent

être aujourd'hui centrés sur la politique industrielle.

Et de peur que l'on doute de sa fermeté, il multiplie les provocations au cours de ses voyages en province, déclarant aux travailleurs du Massif Central - région particulièrement touchée par l'exode et les déséquilibres de l'aménagement capitaliste - qu'il n'avait absolument pas l'intention de rechercher un développement équilibré dispensant la population d'émigrer, mais qu'il allait tout au contraire s'efforcer de mettre en œuvre des moyens de formation pour accélérer la mobilité des travailleurs.

On est loin, on le voit, des envolées lyriques de Giscard sur « la qualité de la vie », même si celui-ci a cru devoir au cours de sa tournée

DOSSIER

en Bretagne participer à une réunion du « Conservatoire du littoral ».

Pourtant la politique d'aménagement du territoire affirmée en tant que telle a vécu en France des heures de gloire...

Quand la bourgeoisie s'est préoccupée d'aménagement

En France, même si des déséquilibres sont apparus dès que les villes ont affirmé leur domination politique et religieuse puis marchande sur les campagnes environnantes, même si certaines régions comme l'Aquitaine semblent avoir amorcé un déclin dès le début du XVIII^e siècle, il n'existait pas à la fin de l'ancien régime de distinction aussi aiguë entre régions riches et régions pauvres. C'est avec l'avènement d'un mode de production capitaliste dominant, et particulièrement avec l'essor de celui-ci lors de ce que l'on a appelé « la révolution industrielle », qu'un tel déséquilibre est apparu. La concentration du capital à une vaste échelle qui a lieu à cette période s'est traduite par la concentration et la centralisation des unités de gestion et des moyens de production. S'effectuant de façon inégale suivant les secteurs de production et selon des « effets utiles » de localisation nouveaux (gisements de charbon, mines de fer, tracé du chemin de fer), ce processus s'est exprimé alors par de très lourds déséquilibres régionaux.

La concentration des moyens de production a entraîné à son tour la concentration de la force de travail, c'est à dire la destruction accélérée de la société rurale et un vaste essor de l'exode rural. Il s'en suivit un processus cumulatif qui a conduit à développer des cités de plus en plus grandes et à vider lentement les campagnes de l'Est et du Sud-Ouest français (de même que le Mezzogiorno en Italie, l'Ecosse et l'Irlande au Royaume-Uni, les zones orientales d'Allemagne et la Bavière).

Ce processus s'est déroulé de façon spontanée et déterminée historiquement. Il n'existait pas alors de politique d'aménagement du terri-

toire. A l'époque du capitalisme concurrentiel, la localisation industrielle apparaissait directement et librement déterminée par les patrons de l'industrie et donc sans qu'elle donne lieu à une stratégie globale de la part de l'État. Tout était vu dans ces agglomérations industrielles du XIX^e siècle avec le but de produire. Pour les travailleurs, logés ou plutôt entassés dans des taudis, n'importe comment, les conditions d'hygiène étaient telles qu'elles finissaient par être dangereuses pour la bourgeoisie elle-même qui craignait toujours la proximité des foyers d'épidémie. Aussi les patrons de l'industrie ont commencé à prendre individuellement en charge (si l'on peut dire) les moyens minimum nécessaires à la reproduction de la force de travail. Les villes se sont lentement structurées; doublant la division technique et sociale du travail qui s'opérait en grand dans la production, les agglomérations se sont trouvées partagées en lieux de production, de gestion, d'entrepôts et de logement d'une part et d'autre part en quartiers d'habitations spécifiques selon que l'on était patron, ingénieur ou ouvrier.

Ainsi, là où le patronat était le plus puissant, il pesait directement sur les différents aspects de la vie de ses ouvriers. On distingue encore nettement aujourd'hui dans nos villes du Nord et de l'Est la façon dont les patrons des houillères et du textile ou les maîtres des forges organisaient l'espace.

Mais, au stade monopoliste du capitalisme, la concentration dans de grandes régions métropolitaines de l'activité industrielle s'est accompagnée de tels bouleversements, a entraîné de telles charges et une telle complexité sur le plan de la reproduction de la force de travail et des rapports sociaux en général que l'État dût intervenir. En plus de considérations militaires (la peur devant les foyers d'agitation révolutionnaire qui existaient

au sein des villes), cette intervention était rendue nécessaire d'une part pour assurer dans les grands choix arrêtés la prééminence de la frange monopoliste et dissocier les intérêts immédiats des intérêts collectifs de la bourgeoisie, et d'autre part pour prendre en charge des investissements liés à la reproduction de la force de travail et qui étaient jugés trop peu rentables par les capitaux privés (logements « sociaux », transports, équipements dits « collectifs... »).

Dans la première partie du XX^e siècle, en France les mesures que prit l'État allèrent généralement dans le sens de limiter le parti que tirait la propriété immobilière de la crise du logement. Mais ces actions comme le blocage des loyers en 1927 puis en 1948, restent timides (poids de la propriété immobilière et relative faiblesse de la bourgeoisie industrielle) et sont obtenues à chaque fois sous la poussée de la classe ouvrière. En fait, jusque dans les années 50, la tendance usuraire du capitalisme français qui privilégiait ses investissements hors de France (colonies et pays dominés) freinera les plans d'aménagement urbain pourtant réclamés par les industriels.

Quant à la politique d'aménagement du territoire en tant que tel -et non plus seulement en tant qu'aménagement urbain- elle n'apparut qu'au moment où la France capitaliste, émergeant de la période de reconstruction et lourdement frappée par la perte de la majeure partie de ses colonies, s'efforça de se donner un nouveau départ en portant au pouvoir le général de Gaulle.

Les grands desseins gaullistes

- Si dans leurs grandes lignes, les déséquilibres régionaux, que con-

naissait la France à la fin des années 50, correspondent aux phénomènes généraux accompagnant le développement capitaliste de tous les pays européens, ils présentaient certains aspects particuliers qui tendaient à les aggraver et qui devaient justifier l'attention de la bourgeoisie.

LA D.A.T.A.R.

En 1963, le gouvernement Pompidou créa la DATAR. Sur le plan des habitudes administratives de la bourgeoisie cela constitua un petit événement puisqu'il s'agissait de créer un organisme qui échappe à la lourdeur, aux rivalités ou volontés d'autonomie des administrations centrales des ministères en ayant un caractère interministériel. Coordonner par un état major unique sous l'autorité directe du premier ministre les interventions jusqu'ici diverses des ministères sur le territoire, c'était aussi affirmer la nouvelle efficacité politico-institutionnelle dont se réclamait le régime. La DATAR fut également dotée d'un fonds qui lui est propre et qui n'a pas d'affectation préalable (F.I.A.T.). Enfin, la délégation a développé des organismes parallèles aux structures administratives en créant notamment un certain nombre de « commissions interministérielles » présentées comme « à vocation régionale » (Languedoc-Roussillon, Aquitaine, Corse, Fos, étang de Berre...).

Giscard président, la DATAR sera rattachée au service de Pomiatowski, ministre de l'Intérieur, avant de dépendre de Lecanuet.



L'extension en tache d'huile de l'agglomération parisienne.

DOSSIER

● La première particularité venait de l'importance, relativement aux autres pays, de la population agricole et du retard structurel qui en découlait. La raison première de ce retard vient du fait que la bourgeoisie française, pour renverser la noblesse, a dû s'appuyer sur le peuple et notamment le peuple des campagnes, ce qui conduisit à la dispersion des grandes propriétés et au morcellement des sols. De plus, la bourgeoisie parvenue au pouvoir, pour se garantir de toute alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans, maintiendra une politique protectionniste isolant l'agriculture française de la concurrence étrangère et freinant du même coup le processus de différenciation et de prolétarianisation au sein de la paysannerie.

Ainsi, en 1958, la part des agriculteurs dans la population active était encore de 28%, ce qui correspondait au niveau atteint par la Grande Bretagne dès avant le début du siècle, par l'Allemagne en 1900, par les Etats Unis en 1930.

Au lendemain de la seconde guerre, la bourgeoisie avait compris qu'elle n'avait plus les moyens d'«entretenir» une structure aussi «archaïque» de la production agricole. Le premier plan Monet encouragea par des subventions l'achat des tracteurs. Puis, la signature du Traité de Rome en 1957 et les réformes de structure de 1960 et 1962 (SAFER et IVD*) se traduisirent par une chute brutale des effectifs : sur la moyenne des années 1958-1968, le nombre d'agriculteurs diminua de 130 000 par an.

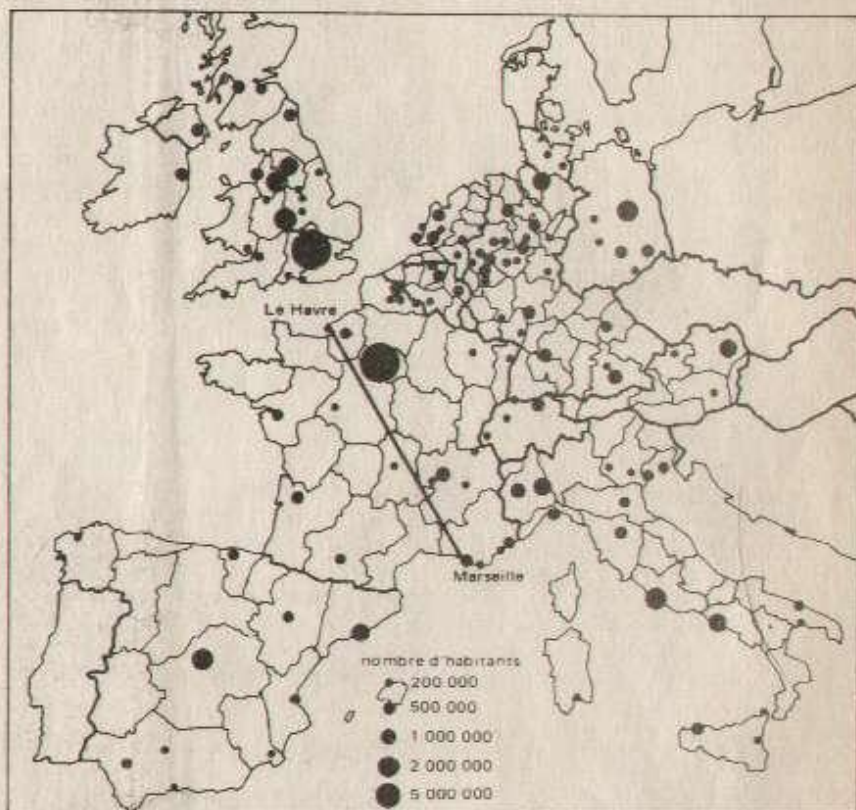
Les régions les plus touchées allaient être les régions qui jusqu'alors étaient demeurées relativement à l'écart de l'industrialisation. Le premier rapport de la Commission Nationale pour l'Aménagement du Territoire, établi en 1964 par Philippe Lamour, distingue deux Frances séparées approximativement par une ligne Caen-Marseille. A l'est de cette ligne toute la grande industrie, à l'ouest un territoire moins peuplé que l'Espagne, la Bretagne exceptée avec ses fermes sous équipées et des villes en stagnation. D'après ce rapport, les

dix régions qui composent cette France de l'Ouest (Basse Normandie, Bretagne, Pays de Loire, Poitou-Charentes, Centre, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Auvergne, Languedoc) avec 56% de la surface du pays n'englobaient en 1960 que 37% de la population contre 48% il y a un siècle. Les revenus individuels des ménages dans ces régions présentaient également des différences notables avec les autres régions.

La bourgeoisie ne pouvait remettre en cause l'exode rural, bien au contraire elle s'efforça de l'accélérer. Elle sentait cependant le dan-

ger de voir se développer cette tendance spontanément.

sions industrielles à poursuivre ou à engager. Tout d'abord l'abandon du charbon. Confrontée à la concurrence internationale, la bourgeoisie française n'avait plus que faire d'une richesse nationale, et d'une industrie charbonnière qui ne lui assuraient pas des profits comparables à ceux qu'elles pouvaient alors faire en pillant le pétrole des pays dominés. Dès 1962, les «experts» européens décidaient que moins de la moitié de la production charbonnière communautaire pouvait être considérée compétitive. Là encore cette crise atteint dif-



C'est ce qui fit dire à Jérôme Monod — alors responsable de la DATAR — qu'«en fait la transformation silencieuse des agriculteurs en personnes déplacées, venant sans formation professionnelle rejoindre dans les grandes agglomérations le sous-prolétariat en provenance de l'étranger, constitue bien un des problèmes de notre temps».

● Le second point dont devait déjà à l'époque tenir compte la politique d'aménagement du territoire venait de l'ampleur des conver-

féremment les pays européens. Notamment du fait qu'elles étaient situées près d'infrastructures modernes de transport, à proximité de voies navigables et accessibles à partir des ports de mer, la Rhur, et le Linburg néerlandais purent plus aisément se convertir que les régions houillères françaises. A la crise charbonnière s'ajoutait également celle de l'industrie textile, cotonnière en particulier qui subissait la concurrence des pays à très bas salaire en même temps que celle des textiles issus de la chimie. Ain-

*Indemnités viagères de départ.

si, il y avait à la fin des années 50, dans le Nord-Pas-de-Calais et en Lorraine les 3/4 de la population active qui travaillaient dans des secteurs en récession. Dans les Vosges la proportion atteignait 60 %, dans le Bassin d'Alès et la région stéphanoise qui furent les premiers condamnés la proportion s'élevait respectivement à 64 % et 40 % de la population active au totale. Là encore la bourgeoisie sans se livrer à une analyse trop fine voyait — pour reprendre ses propres termes — (cf Jérôme Monod) « *un malaise dont les conséquences sociales peuvent être explosives* ».

• Le troisième grand déséquilibre français, sur lequel la politique d'aménagement du territoire essaya de peser, était constitué par la région parisienne.

Fruit du processus d'urbanisation précédemment décrit d'autres raisons s'étaient ajoutées pour faire de la capitale de la France une métropole sans commune mesure avec les autres villes françaises et par conséquent un problème tout à fait spécifique. Les autres pays d'Europe qui tout en connaissant les bouleversements industriels et le développement de grande métropoles n'ont pas vécu des conditions de contractions administratives et politiques comparables à celles qui ont été imposées en France par la royauté puis renforcées par la Convention et surtout Napoléon, ne connaissent pas de tels écarts entre leur première métropole et les villes suivantes : Rome est à peine plus peuplée que Milan, Berlin deux fois plus qu'Hambourg et trois fois plus que Munich. Tandis que l'agglomération parisienne atteint la proportion de 9 à 1 par rapport aux agglomérations lyonnaise, marseillaise et lilloise qui la suivent immédiatement. Elle est aussi peuplée que l'ensemble des autres agglomérations françaises de plus de 200 000 habitants.

Or en 1960 Paris abritait 60 % de l'industrie automobile, 60 % de l'industrie aéronautique et 50 % des industries mécaniques et pharmaceutiques. Et entre 1955 et 1960 le volume de l'émigration provinciale vers la capitale avait plus que doublé par rapport à l'immédiat après-guerre. Cette concentration ►

et cette émigration était vue d'un très bon œil par les élus de la région parisienne et même par l'administration du district de Paris qui y voyaient des facteurs supplémentaires de puissance. En fait les services centraux de l'Etat n'étaient pas insensibles au développement d'une région parisienne qui par son ampleur pourrait constituer la place forte, la capitale du Marché Commun. Mais pour cela, il fallait une politique selon eux beaucoup plus sélective.

Tels se présentaient les grands déséquilibres de l'espace français au moment où la bourgeoisie chercha à se doter d'une politique d'aménagement du territoire.

Mais la détermination de ces grands déséquilibres signifiait plus pour la bourgeoisie, la prise en compte de réalités qu'elle ne pouvait pas nier plutôt qu'une volonté et une capacité de les résoudre.



*Un hameau abandonné des Cévennes
... grand ensemble à Antony.*



LA RÉGION ET LE PROJET RÉFÉRENDAIRE DE 1969

En plus de l'apparition du processus de coordination interministérielle, la mise en place d'une politique d'aménagement du territoire a été à l'origine d'une autre série de réformes : les réformes régionales. D'abord conçues dans un souci d'efficacité et d'une plus grande homogénéisation de l'appareil d'État, elles ont consisté à déconcentrer un certain nombre de

plus loin, en transformant dans son projet de 1969 soumis au référendum la région en collectivité territoriale (jusque là prérogative limitée par la constitution aux communes et départements).

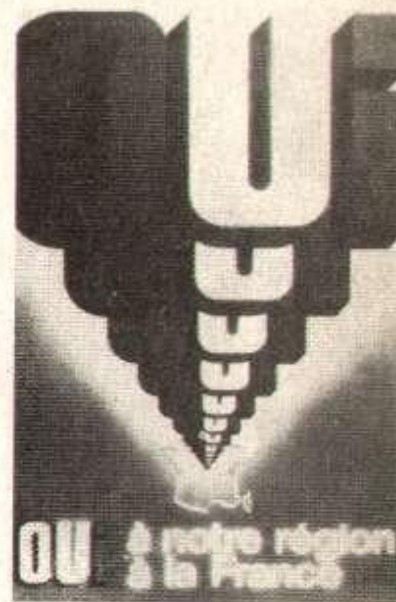
En plus du souci d'illustrer le thème de «la participation», il s'agissait de donner un rôle prépondérant au sein d'un conseil régional à ce que de Gaulle appelait «les forces vives de la nation» (représentants des chambres de commerce et d'industrie, représentants des organisations professionnelles et syndicales...), de laminer de lait les relatives oppositions rencontrées au sein des communes et du conseil général. De Gaulle voyait également dans ce conseil des éléments aptes à constituer les nouveaux relais entre l'état et les travailleurs. Car il savait qu'en concentrant tous ses efforts en vue d'accélérer le développement capitaliste de la France, les mutations seraient telles qu'elles risqueraient de faire voler en éclats le poids des notabilités locales qui jusqu'ici garantissaient -bien que de façon relative- des révoltes et des mouvements de masse à un niveau régional. Ainsi, en Bretagne par exemple, le curé et le hoberau étaient de moins en moins à même de contenir la révolte dans les campagnes, il fallait favoriser l'émergence d'une nouvelle notabilité (paysans modernisés, coopérateurs, moyenne bourgeoisie du bâtiment et du tourisme) pour maintenir l'ordre réactionnaire.

L'échec du référendum sur les régions de 1969 n'a évidemment pas pour raison principale la question proposée elle-même.

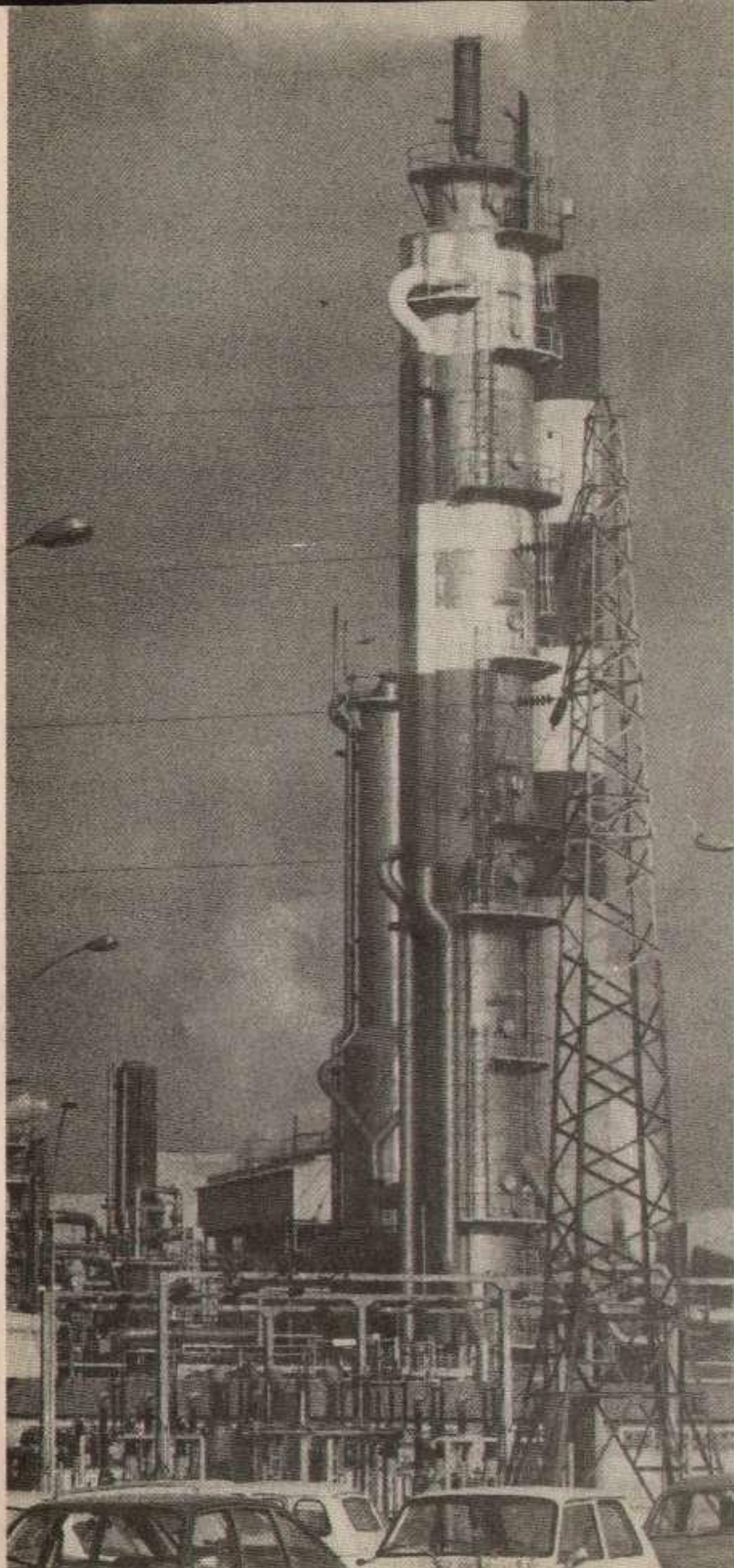
Un an après la secousse de 1968, et surtout devant les nouvelles réalités de l'impérialisme français, de Gaulle n'apparaissait plus être l'homme de la situation pour la bourgeoisie. Par la suite, Pompidou fera ainsi voter une loi sur les régions -mais nettement en retrait du projet de 1969-

TOTAL DES SUFFRAGES DÉCOMPTÉS	
INSCRITS :	10.894.910
VOTANTS :	8.808.591
EXPRIMÉS :	8.548.029
OUI :	4.195.254
NON :	4.352.775

services jusqu'ici centraux. Ainsi, en 1960, un décret crée 21 groupements de départements appelés «circonscriptions d'action régionale» au sein desquelles doivent se coordonner les principaux services de l'État. En 1964, le gouvernement instaura les régions avec à leur tête un préfet de région qui aura pour mission de «mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de développement économique et d'aménagement du territoire». En adjoignant aux préfets de région des organismes consultatifs : les CODER, de Gaulle chercha à donner aux régions un autre poids qu'une structure purement administrative. Mais de Gaulle voulut aller



N'osant plus toucher aux régions, la bourgeoisie tente aujourd'hui, en partie pour les mêmes raisons, de liquider les nombreuses communes rurales avec le projet de loi Guichard.



DOSSIER

Bien au contraire, la bourgeoisie qui à cette époque espérait bien être à la veille d'un nouvel essor, savait que les déséquilibres perçus ne pouvaient que s'aggraver. C'est même justement parce qu'elle savait que la période qui s'ouvrait allait se caractériser par une aide directe et massive de l'État à une accumulation brutale du capital monopoliste, qu'elle décida de se doter d'un outil coordonnateur sur le plan spatial de ses efforts (la DATAR) et qu'elle cherche à se définir un cadre politico-institutionnel nouveau : la région.



Dans le prochain numéro de Front Rouge nous verrons plus concrètement en quoi la politique d'aménagement du territoire suivie durant la période gaulliste (affirmation de Paris comme capitale politique et financière européenne, constitution de grandes métropoles régionales, «industrialisation de l'Ouest», et grandes opérations portuaires : Dunkerque, Fos, ou touristiques : Languedoc-Roussillon, Aquitaine) n'a fait qu'aggraver la vie des masses populaires dans les différentes villes et régions de France. Cette politique d'aménagement fut principalement au service de l'«impératif industriel» que se découvrait la France à cette époque et secondairement là pour tenter de réguler quelques tentions.

Nous verrons également comment Giscard, 4 ans après le renvoi de de Gaulle dû à l'échec des grandes orientations établies. Il est significatif, sur ce point, que les seuls grands travaux entrepris aujourd'hui par la France (les centrales nucléaires) loin d'exprimer l'essor de l'impérialisme français, marquent le double échec des visées gaullistes : premièrement, maintenir et développer par des liens néo-colonialistes le pillage du pétrole des peuples du Tiers Monde ; deuxièmement développer la technologie nucléaire de façon indépendante vis à vis des USA.

